

# Allons de l'avant ensemble



## Qui nous sommes

Fondé en 1947, l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) est une association dynamique qui se compose de membres et regroupe des fonctionnaires, des universitaires et des particuliers s'intéressant à la théorie et à la pratique de la gestion publique. Constitué de groupes régionaux, l'IAPC favorise la création de réseaux de connaissances efficaces et se veut à l'avant-garde de la recherche en administration publique au Canada. Depuis le début des années 1990, l'Institut exporte avec succès à l'étranger l'expertise canadienne en matière d'administration publique.

## Vision...

*Être le principal organisme au Canada qui se consacre à l'excellence dans la fonction publique.<sup>1</sup>*



**Mission...** « *L'IAPC est dédié à l'excellence dans la fonction publique.* »

### L'Institut poursuit sa mission au Canada et à l'étranger :

- en partageant le savoir et l'expertise du secteur public ;
- en encourageant l'adoption de normes professionnelles et de service au public les plus élevées ;
- en faisant connaître le secteur public ;
- en soutenant les valeurs et les idéaux de la fonction publique ;
- en contribuant à l'étude et la recherche dans les domaines de l'administration, la gestion et l'élaboration des politiques publiques ;
- en préconisant la formation continue et le perfectionnement professionnel des administrateurs publics ;
- en reconnaissant les réussites en administration et gestion publiques.

Conçu de la force de ses membres – théoriciens, praticiens, nouveaux professionnels et étudiants – ainsi que de ses 17 groupes régionaux, l'IAPC est un organisme indépendant, non partisan, dynamique, attentif, progressif et bilingue. L'IAPC est également un organisme de bienfaisance enregistré.

<sup>1</sup>Par « fonction publique » nous entendons toutes les activités qui sont comprises dans la transmission des valeurs aux citoyens, notamment l'administration publique, la gestion publique et l'élaboration des politiques publiques. Ces activités sont reliées entre elles et forment une partie de l'ensemble de la fonction publique. De même, le domaine de la « fonction publique » comprend non seulement le secteur public mais également le secteur public élargi.

### Nos forces :

- Réputation professionnelle impeccable acquise au cours des soixante dernières années, tant au Canada qu'à l'étranger
- Recherche crédible de qualité supérieure
- Séances d'apprentissage et de réseautage offertes dans tout le pays
- Organisme composé de membres dont des praticiens et des universitaires
- Perspective intégrée valorisée par tous les paliers de gouvernement
- Dix-sept groupes régionaux offrant des programmes d'apprentissage et de réseautage dans l'ensemble du pays

### Nos services :

- Création et dissémination du savoir en gestion/administration et élaboration des politiques publiques
- Renforcement des capacités par le truchement de ce savoir
- Facilitation de l'apprentissage par le biais de conférences, d'ateliers et de réseaux de pairs
- Reconnaissance des innovations et des individus



## Table des matières

Message du Président.....	4
Introduction .....	5
Rapport du Secrétaire national.....	5
Rapport de la Recherche.....	7
Programmes internationaux.....	9
Distinctions et Prix .....	11
Revue Administration publique du Canada (APC) .....	12
Renouveau organisationnel .....	13
Nouveaux professionnels .....	14
Rapport de la Trésorière .....	14
Membres du Conseil d'administration Présidents des groupes régionaux Direction du Bureau national .....	15
États financiers .....	16

**IPAC**  
The Institute  
of Public Administration  
of Canada



**IAPC**  
L'Institut  
d'administration publique  
du Canada

## Message du Président

### Aux membres de l'Institut d'administration publique du Canada



C'est avec fierté et satisfaction que je présente le rapport annuel aux membres de l'Institut d'administration publique du Canada. Ce rapport permet aux membres d'avoir une vue globale de nos réalisations au cours de la dernière année, et cela dans toutes les sphères d'activité. En outre, ces derniers peuvent y trouver l'information pertinente sur l'état de notre organisation.

Cette année marque le 60<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de l'Institut, qui a vu le jour le 15 décembre 1947. Notre 60<sup>e</sup> Congrès annuel, qui a lieu à Québec, coïncide avec le 400<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de cette ville. Nous avons donc toutes les raisons de célébrer!

Même si l'IAPC fête ses 60 ans – c'est en fait un baby boomer – nous restons un organisme novateur et tourné vers l'avenir. L'année qui vient de s'écouler en a été une de croissance et de consolidation. En effet, nous continuons à prendre de l'expansion et à innover dans la conduite de nos activités. Nous prenons appui sur l'excellente réputation que l'IAPC s'est forgée depuis 60 ans. Les diverses activités organisées par nos 17 actifs groupes régionaux, de même que celles que coordonne le bureau national, n'ont cessé de prendre de l'ampleur. Notre visibilité s'étend et nos résultats sont de mieux en mieux connus au Canada comme à l'étranger.

Conformément à notre vision d'être le **principal organisme au Canada dédié à l'excellence dans la fonction publique**, nous nous efforçons de répondre aux besoins et aux attentes de nos membres et des fonctionnaires de l'ensemble du pays.

Voici quelques-unes de nos principales réalisations de l'an dernier :

- 419 nouveaux membres ont adhéré à l'Institut, soit une augmentation de 16 % entre juin 2007 et juin 2008, pour porter le nombre total à plus de 3 000 membres actifs.
- 116 activités organisées par les groupes régionaux ont attiré plus de 9 000 participants.
- Nous avons mis à niveau le site Web de l'IAPC (version Web 2.0) et mis à jour 7 sites de groupes régionaux, intégrés au site national. Nous avons récemment créé une page IAPC sur Facebook, qui contient un lien vers le site de l'Institut. De nouvelles caractéristiques seront ajoutées au site dans les prochains mois.
- Nous offrons un accès en ligne aux 50 ans de publication d'*Administration publique du Canada*. La publication électronique du numéro spécial de la revue *Administration publique du Canada* sur les partenariats privés-publics, en mars 2008, est une première pour nous et notre nouvel éditeur. De la mi-janvier à la fin de mai 2008, environ 70 000 visiteurs en ont consulté les sommaires en ligne.
- Le Congrès annuel tenu à Winnipeg en 2007 s'est avéré un franc succès et nous avons assisté à la première Conférence commémorative Galimberti. Grâce aux efforts soutenus du groupe régional du Manitoba, les 565 délégués qui ont participé au congrès ont ressenti l'énergie vibrante du Manitoba.
- Nous avons élargi nos partenariats et ajouté une nouvelle distinction à notre liste en créant les Prix IAPC/Deloitte de leadership dans le secteur public.
- Le Prix IAPC pour gestion innovatrice, commandité par KPMG et IBM Canada, continue de susciter des candidatures de haut calibre d'un bout à l'autre du pays, ce qui témoigne bien de l'esprit d'innovation dont font preuve les fonctionnaires.
- Les Nouveaux Professionnels ont désormais un représentant au conseil d'administration et un comité des Nouveaux Professionnels, très actif, a été mis sur pied.
- Un plan stratégique de 5 ans, dont un sommaire d'une page se trouve dans le présent rapport, a été élaboré.
- Nos activités internationales continuent de prendre de l'expansion.

Lorsque j'ai assumé la présidence, je me suis fixé trois principales priorités, dont j'ai fait état dans le numéro d'automne 2007 du magazine *Management Secteur Public* : développer nos partenariats, accroître la transparence de notre organisation et recruter de nouveaux membres issus de la nouvelle génération de fonctionnaires. Si je fais le bilan de la dernière année, je constate avec fierté que nous avons progressé sur les trois fronts. Nous avons établi des partenariats viables et à plus long terme avec diverses administrations du Canada, et nous travaillons activement à la conclusion de nouvelles ententes. De même, nous continuons de tisser des liens avec d'autres organisations du secteur public de même qu'avec des organismes du secteur privé. Au chapitre organisationnel, outre le plan stratégique, nous avons rédigé un manuel sur la gouvernance du conseil d'administration de l'IAPC. Enfin, en ce qui a trait aux Nouveaux Professionnels, Heather Orr a joué un rôle actif au sein du conseil et, dans le cadre de la présente assemblée générale annuelle, on demande aux membres d'approuver une modification aux règlements en vue de créer une nouvelle catégorie de membre, celle de Nouveau Professionnel.

Je vous encourage à lire le présent rapport annuel et à prendre connaissance des projets stimulants que nous avons entrepris. N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires. Nous vous incitons par-dessus tout à continuer de jouer un rôle actif au sein de l'IAPC.

L'an dernier, le personnel de l'IAPC accueillait au sein de sa famille Carole Humphries à titre de directrice, Adhésion et commercialisation. Sa présence a déjà fait sa marque.

Je profite de l'occasion pour remercier le personnel de direction des groupes régionaux ainsi que tous les membres du conseil d'administration de l'IAPC pour leur dévouement à l'Institut.

Je tiens à remercier tout particulièrement notre chef de la direction générale, Gabriel Sékaly. Avec la collaboration de son équipe, il a été le pilier qui a rendu possible les réalisations mentionnées plus haut. Son dynamisme et sa créativité ont déjà laissé leur empreinte sur notre organisation. J'ajouterais que son embauche à titre de chef de la direction s'est avérée l'une des décisions les plus judicieuses prises par l'IAPC au cours des deux dernières années. Je veux exprimer ma gratitude envers l'équipe directoriale de l'IAPC et à l'ensemble du personnel pour l'excellence du travail réalisé au cours de la dernière année. Au nom de tous les membres de l'Institut, je remercie les employés de l'IAPC pour leur esprit de dévouement et leur enthousiasme.

**Louis Borgeat**  
Président, 2007-2008

## Introduction

Cette nouvelle présentation du rapport annuel a pour but de vous informer, vous, les membres de l'Institut d'administration publique du Canada, au sujet de votre organisation. Le rapport annuel est le principal document qui représente notre responsabilité envers vous. C'est aussi un travail en cours que nous améliorerons lors des prochaines ébauches de ce document.

Si vous avez des commentaires ou des suggestions à faire concernant la structure ou le contenu de ce rapport, n'hésitez pas à nous envoyer un courriel à [ntl@iapc.ca](mailto:ntl@iapc.ca) ou à nous écrire à : **IAPC, Bureau 401, 1075 rue Bay, Toronto, Ontario M5S 2B1.**



## Rapport du Secrétaire national

On dit qu'il faut regarder le présent comme le passé de notre avenir. Si cela est vrai, cette année est un bon présage des contributions et des progrès futurs de l'IAPC tant au niveau régional que national. Ce fut en effet une année fort active pour l'Institut.

En tant que secrétaire national, j'ai le plaisir de présider le Comité des services aux membres. Les membres du comité ont appuyé nos efforts pour accroître l'intérêt d'appartenir à l'Institut, pour aider les groupes régionaux dans la prestation des services et pour favoriser l'échange d'idées et d'informations.

Le nombre de membres est à la hausse, tout comme le nombre de programmes offerts par l'IAPC. La participation s'est considérablement enrichie. De plus en plus de fonctionnaires entrent en contact avec l'Institut. De juin 2007 à juin 2008, le nombre d'adhérents a progressé de 16 % pour atteindre le nombre de 3 025. Et cela dans un contexte de concurrence croissante pour l'IAPC qui doit composer avec la présence d'autres organisations professionnelles.

L'attrait exercé par l'IAPC sur les nouveaux fonctionnaires est essentiel pour l'avenir de notre effectif. Or, le Comité des services aux membres et le groupe des Nouveaux Professionnels sont d'avis que les cotisations dissuadent les nouveaux professionnels de devenir membres de l'Institut. L'assemblée générale annuelle est invitée à examiner une proposition de modification aux règlements portant sur cette question, proposition qu'appuie le conseil d'administration.

Pour inciter les nouveaux professionnels à participer à l'IAPC en assistant au congrès annuel, des tarifs préférentiels sont offerts pour une sixième année de suite. De plus, une nouvelle formule de financement a permis de couvrir un tiers des frais de participation au 60<sup>e</sup> congrès annuel « Nouveau monde – Nouvelle société – Nouvelle administration publique » à la ville de Québec, pour 17 nouveaux professionnels désignés par leurs groupes régionaux, jusqu'à concurrence de 800 \$. Certains groupes régionaux ont apporté un soutien équivalent. Le financement en provenance du bureau national a été rendu

possible grâce aux recettes générées par la Conférence des Nouveaux Professionnels tenue en 2007, qui s'est avérée un franc succès.

Les taux de participation aux activités constituent un indicateur de la capacité de l'IAPC de répondre aux besoins des fonctionnaires adhérents. Ces taux témoignent aussi de la compétence, du dynamisme et de l'empressement des membres de l'IAPC qui siègent aux conseils d'administration des groupes régionaux ou qui participent comme bénévoles au développement de programmes. En 2006-2007, d'un bout à l'autre du Canada, 80 programmes ont été offerts et ont attiré 4 300 participants en 2007-2008 ; 116 programmes étaient proposés et plus de 9 000 personnes y assistaient.

En outre, 565 personnes se sont inscrites au Congrès annuel de Winnipeg l'an dernier. Plus de 400 personnes ont participé aux programmes offerts au cours de l'année, comme *Winning Through Collaborative Leadership* (Gagner grâce au leadership de collaboration), *Healthcare Governance* (Gouvernance et soins de santé) et *Canada's Energy Security* (La sécurité énergétique du Canada). L'IAPC a coparrainé, de concert avec le Conference Board du Canada, trois programmes qui ont attiré 460 participants et qui ont porté sur la gestion des risques internationaux, la gestion de projets stratégiques et la gestion du talent dans la fonction publique.

Au cours des dernières années, l'IAPC a constitué des Réseaux de connaissances. Les participants se joignent à un réseau qui définit un programme axé sur un sujet donné et comportant de multiples activités; diverses questions font ainsi l'objet d'une analyse approfondie et la formule permet aux participants d'orienter à leur guise l'étude du sujet. Les deux Réseaux de savoir à ce jour, *Dialogue pour la gouvernance* et *Gouvernance de la réglementation et l'innovation*, favorisent le renouvellement des idées et le rassemblement de décideurs de tous les ordres de gouvernement qui mettent en commun l'expérience acquise. Ces réseaux ont donné lieu à des séances de formation,

comme *Business without Borders*, qui s'est déroulée à Victoria, et *Leveraging Social Media and Engaging Citizens*, à Toronto.

L'IAPC offre une programmation pertinente qui intéresse les fonctionnaires, les étudiants et les universitaires de l'ensemble du Canada.

Cette année, l'IAPC a contribué à la Semaine nationale de la fonction publique par des activités spéciales organisées par les Groupes régionaux, par des entrevues et des articles publiés dans le *Magazine Management Secteur Public* et par la remise des Prix d'excellence de l'IAPC. Nous continuons de célébrer les réalisations des fonctionnaires canadiens dans leur milieu de travail et leurs interventions comme bénévoles dans leurs collectivités. Innovation, collaboration, mobilisation des citoyens, gestion de la transition et de l'information, loin d'être des mots à la mode, sont des stratégies et des outils qui permettent aux gouvernements d'accomplir des changements importants et de se sensibiliser sans relâche aux besoins en constante évolution de leurs commettants. L'IAPC s'efforce aussi de créer des partenariats qui contribueront à son efficacité.

En juin et juillet 2008, en collaboration avec IBM Canada, l'IAPC a organisé une série de petits-déjeuners-causerie sur le leadership éclairé, à Halifax, Fredericton, Ottawa, Toronto, Winnipeg, Regina, Edmonton et Victoria. Plus de 300 personnes se sont inscrites à la causerie intitulée *Future Focus for Senior Government Executives*. Ces tribunes ont donné l'occasion aux sous-ministres, aux sous-ministres adjoints et aux directeurs généraux d'exprimer leurs vues sur les tendances qui se dessinent et qui donneront naissance à de nouveaux procédés administratifs au sein de l'appareil d'État.

L'IAPC et Deloitte & Touche LLP (Deloitte) reconnaissent l'importance de constituer un réseau de leaders au sein du secteur public. Nous nous sommes associés pour établir les nouveaux Prix de leadership dans le secteur public. Ces prestigieuses récompenses visent à encourager et à souligner les manifestations exceptionnelles de leadership au sein de tous les ordres de gouvernement, dans le domaine des soins de santé et de l'éducation de même que dans les organismes sans but lucratif. Les lauréats doivent avoir fait preuve de vision, d'engagement et d'audace dans la poursuite de résultats éloquentes au profit des citoyens et du Canada.

À l'instar de Deloitte qui ouvre la voie en appuyant cette nouvelle initiative de l'IAPC de célébrer des gens extraordinaires qui se distinguent comme véritables leaders au sein de l'administration et des organismes publics, *The Globe and Mail* a accepté de commanditer le projet sur le plan des médias. Ces deux sociétés collaborent avec l'IAPC pour honorer les leaders dans le secteur public, leaders dont la présence est essentielle au succès de nos collectivités et de notre pays.

L'IAPC continue de développer des services en ligne pour ses membres. Le déploiement du site Web est harmonieux et des outils sont accessibles pour aider les Groupes régionaux à gérer leurs activités.

L'Institut sait relever les défis qui se posent à lui. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'étude de l'administration publique compte désormais plusieurs intervenants dans un domaine que l'IAPC avait l'habitude d'occuper. Bien sûr, il s'agit d'une situation saine pour les administrateurs publics. Mais le discours que nous tenons doit rester pertinent et rigoureux si l'IAPC veut continuer de faire autorité au Canada dans la promotion de l'excellence au sein du secteur public.

Puisque je termine mon mandat de deux ans à titre de secrétaire de l'IAPC, je tiens à dire à quel point j'ai apprécié de travailler avec Gabriel Sekaly et avec les employés du bureau national. J'ai aussi apprécié l'appui de Carole Humphries, qui est entrée au service de l'Institut cette année comme directrice, Adhésion et commercialisation. Carole a établi des liens avec les Groupes régionaux et d'autres organisations partout au Canada et a prêté son soutien au Comité des services aux membres.

Je veux aussi exprimer ma gratitude envers le Comité des services aux membres : Nancy Faraday-Smith, Gilbert Fournier, Janet Higgins, Jackie Kleiner, Manon Moreau, Heather Orr, Janice Pettit, Rosanna Scotti, Julie Simmons et Cathy Youlden, pour leur enthousiasme et leur dévouement à l'IAPC et pour leur expertise qu'ils s'empressent de partager en vue d'aider l'IAPC à atteindre l'excellence dans les services qu'il offre.

Je suis persuadé qu'au cours de l'année qui vient, le dynamisme manifesté par le Conseil et les Groupes régionaux continuera de faire de l'IAPC une organisation attentive aux attentes de ses membres et vouée à l'excellence dans la fonction publique.

#### Syd Baxter

Secrétaire national, 2007-2008

Président, Comité du service aux membres

#### Statistiques des adhésions par catégorie

Juin	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Universitaire	204	216	217	178	179	183
Associé	278	304	280	269	274	400
Fédéral	361	349	326	320	340	325
Municipal	297	305	305	278	303	404
Provincial	1064	1202	1150	1166	1229	1388
Retraité	57	55	63	66	69	84
Étudiant	200	227	231	233	212	241
Total	2461	2658	2572	2510	2606	3025

## Rapport de la recherche

### Sondage 2007 auprès des sous-ministres et des directrices et directeurs municipaux

Depuis 1994, l'IAPC conduit un sondage auprès des sous-ministres et des directrices et directeurs municipaux pour mesurer leurs priorités sur les nouvelles tendances dans leurs secteurs de compétence. L'accès à leurs points de vue permet à l'IAPC de tailler ses activités de recherche et ses produits de réseautage et d'apprentissage à la mesure des besoins réels de ses membres et de prévoir les orientations à prendre dans l'avenir. Il aide également les hauts dirigeants à comparer les problèmes et les approches de leurs collègues de tous les paliers de gouvernement dans l'ensemble du Canada. Au cours de l'année passée, nous avons conduit le sondage et tenu un atelier des sous-ministres lors de notre congrès annuel à Winnipeg. Le rapport qui en découle contient les résultats du sondage et de l'atelier. Vous pouvez trouver le rapport au complet sur le site Web de l'IAPC à [http://www.iapc.ca/Sondage\\_SM\\_et\\_DM](http://www.iapc.ca/Sondage_SM_et_DM).

### Centre d'excellence pour la gestion du rendement et l'imputabilité (CEGRI)

L'IAPC a établi le Centre d'excellence pour la gestion du rendement et l'imputabilité (CEGRI) en 2007, afin de promouvoir et d'améliorer les activités de recherche, et de faire mieux comprendre les questions de gestion et d'imputabilité. Sa séance inaugurale a eu lieu à Ottawa le 22 octobre 2007 et sa deuxième rencontre s'est tenue à Toronto le 13 juin 2008.

Le CEGRI est un point de rencontre interdisciplinaire sans pareil qui offre un réseau d'apprentissage aux gestionnaires des organismes publics et du secteur public élargi. Il rassemble des données et publie des études de recherche de qualité touchant à des questions de préoccupation dans les domaines de la gestion du rendement, l'imputabilité, la gestion des risques, ainsi que des analyses juridictionnelles et des guides pratiques. Les réunions d'automne se tiendront dans l'Ouest canadien en septembre et décembre 2008.

Pour de plus amples renseignements sur le CEGRI, visitez le site Web de l'IAPC à <http://www.iapc.ca/CEGRI>

### Études de cas

Un examen de toutes les études de cas existantes de l'IAPC a été entrepris et nous consulterons prochainement les parties intéressées quant à la présentation des études et aux améliorations éventuelles à y apporter. Nous nous pencherons également sur les domaines qui nécessitent des études de cas et adopterons probablement un mode de diffusion électronique. La collection d'études de cas actuelle sera une grande ressource pour les 22 écoles d'administration publique et de politique publique du Canada et les nombreuses autres institutions spécialisées dans l'étude de la gouvernance et de la science politique.

### Livres/Publications

Au cours de l'année passée, plusieurs publications subventionnées de l'IAPC ont paru :

Sandford Borins et al, *The Digital State at the Leading Edge* (Février 2007)

Laurent Dobuzinskis, Michael Howlett, David Laycock (éds.), *Policy Analysis in Canada: The State of The Art* (Mai 2007)

David A. Good, *The Politics of Public Money: Spenders, Guardians, Priority Setters, and Financial Watchdogs inside the Canadian Government* (Septembre 2007)

Donald Savoie, *Court Government and the Collapse of Accountability in Canada and the UK* (Mai 2008)

David Siegel et Ken Rasmussen (éds.), *Power, Professionalism and Public Service: Essays in Honour of Ken Kernaghan* (Juin 2008)

Patrice Dutil (éd.) *Searching for Leadership: Secretaries of Cabinet* (Juillet 2008)

### Autres publications :

En plus des livres subventionnés de l'IAPC, les essais et sommaires exécutifs suivants ont été publiés en 2007-2008 :

Bonnie Adamson et al, *How Can Local Healthcare Governance Survive?* (Septembre 2007)

Gabriel F. Sékaly, *Interaction of Risk and Control* (Septembre 2007)

Gabriel F. Sékaly, *Organization & People Performance* (Novembre 2007)

Paul G. Thomas, *Performance Based Accountability: Theory and Practice* (Octobre 2007)

### Groupes d'étude

L'IAPC offre jusqu'à 10 000 \$ aux groupes d'étude qui entreprennent de la recherche dans de nouveaux secteurs de politique. Les propositions sont évaluées et approuvées par le Comité de la recherche et des pratiques professionnelles.

Les projets en cours sont :

- Le ministère des Finances de l'Ontario, 1961-2000 : une étude sur le développement organisationnel ;
- L'administration de la politique culturelle dans les provinces ;
- La gestion du rendement et l'imputabilité à travers le Canada ; et
- Le développement économique dans le Nord de l'Ontario.

## Conférences

Au cours de l'année dernière, l'IAPC a présenté plusieurs conférences de qualité, à savoir :

Le groupe régional IAPC-Manitoba s'est distingué dans l'organisation du congrès annuel de 2007, sous le thème « **Établir des liens : Personnes – Politiques – Progrès** », qui s'est tenu du 26 au 29 août 2007 à Winnipeg, Manitoba. Les nombreuses questions de politique et d'administration publiques y étaient mises de l'avant. Comptant la présence de plus de 565 délégués, ce congrès national était le second dans l'histoire de l'IAPC à accueillir le plus grand nombre de participants.

La conférence intitulée « **The Changing Game: Winning Through Collaborative Leadership** » était la troisième d'une série de conférences portant sur le leadership que l'IAPC a tenue les 6-7 décembre 2007 à Toronto. La conférence a attiré 125 participants en provenance de tous les ordres de gouvernement.

L'IAPC a tenu la conférence intitulée « **Health Care Leaders' Dialogue on Governance Renewal** » le 16 janvier 2008 à Toronto. Cette conférence était axée sur les changements mis en vigueur dans le secteur de la santé en Ontario. Quelque 140 personnes y assistaient.

La conférence intitulée « **2008 International Risk Management Conference Increasing Business Impact** », accueillie par le Conference Board du Canada et commanditée par l'IAPC, s'est tenue les 29-30 janvier 2008 à Toronto. Environ 140 participants étaient présents.

La conférence intitulée « **Strategic Project Management in the Public Sector: Portfolio and Performance Management for Public Sector Projects** », accueillie par le Conference Board du Canada et commanditée par l'IAPC, s'est tenue les 6-7 février 2008 à Ottawa. Environ 130 participants étaient présents.

La conférence intitulée « **Public Sector Human Resources 2008: Building an Effective Public Service through Talent Management** », accueillie par le Conference Board du Canada et commanditée par l'IAPC, s'est tenue les 20-21 février 2008 à Ottawa. Elle comptait plus de 190 participants.

La conférence intitulée « **Canada's Energy Security: Superpower or a player?** » a été organisée par l'IAPC les 25-26 février 2008 à Edmonton. Elle regroupait les grands experts des secteurs de l'énergie, de l'environnement, des ressources naturelles, du commerce et de l'administration publique, qui se sont penchés sur les questions de politiques publiques touchant la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord. Une centaine de participants étaient présents.

## Magazine Management Secteur Public (MSP)

Le magazine MSP est publié par l'IAPC trois fois par an – à l'hiver, au printemps et à l'automne. Les numéros parus au cours de l'année dernière ont porté sur le leadership, l'énergie durable et les changements climatiques, et la valeur de la fonction publique. Les derniers numéros ont également inclus des articles réguliers sur les écoles d'administration publique, un éditorial par le chef de la direction générale de l'IAPC ainsi qu'un article plus fantaisiste sur des tendances amusantes, des nouveautés intéressantes et le jargon du jour. Une édition spéciale de MSP, qui constitue un quatrième numéro paru en août 2008, est consacrée au Programme international de l'IAPC et à ses quelque vingt pays avec lesquels il collabore. Le magazine est également accessible en ligne aux membres de l'IAPC.

### Administration publique du Canada (APC)/ Canadian Public Administration (CPA)

*Administration publique du Canada* est une revue bilingue, publiée depuis 1958. La revue est dorénavant accessible par voie électronique et les membres peuvent consulter en ligne les numéros de ses cinquante années de publication.

Quatre numéros d'*Administration publique du Canada/Canadian Public Administration* ont paru en 2007-2008.

### Rayonnement

L'IAPC continue à bâtir la collectivité de l'administration publique et de la politique publique au Canada. Nous invitons les doyennes et doyens des écoles à participer aux activités de l'IAPC, afin d'aider à promouvoir leurs établissements, de lancer des projets avec des partenaires, notamment l'Institut sur la gouvernance, l'École de la fonction publique du Canada, le Conference Board du Canada, le Canadian International Council et le Centre for International Governance, et d'autres comme le Couchiching Institute on Public Affairs et le Literary Review of Canada.

Je tiens à remercier les membres du Comité de la recherche et des pratiques professionnelles pour l'important travail qu'ils ont accompli au cours de l'année passée : Jean Stephane Bernard, Kathy Brock, Keith Brownsey, Janet Higgins, Nancy Naylor, Manon Moreau, David Good, Christopher Dunn, Nancy Faraday-Smith, Toby Fyfe, Garnet Garven, Lorne Pelletier, Louis Demers, Janet Pettit, Rosanna Scotti, Julie Simmons, Scott Thompson, Cathy Youlden, David Zussman, Luc Bernier, Victor Haines III, Michael Keenan, et Barbara W. Carroll, et en particulier, Wendy Feldman, directrice de la recherche, ainsi que le personnel national de l'IAPC.

### Graham White

Président, Comité de la recherche et des pratiques professionnelles, 2007-2008

## Programmes internationaux

### Notre vision

**Sur le plan international, l'IAPC met à contribution le savoir et l'expertise des cadres supérieurs de la fonction publique canadienne pour soutenir le développement durable, une saine gouvernance et l'élaboration de politiques publiques efficaces.**

### Survol de l'année

L'année a été très impressionnante pour les programmes internationaux. Nous avons lancé avec succès notre tout dernier programme, le **Mécanisme de Déploiements pour le Développement Démocratique (DDD)**. Accordé à l'IAPC en partenariat avec Droits et Démocratie en mai 2007, DDD est un projet de l'ACDI d'une durée de quatre ans, administré par l'IAPC, dans le cadre duquel des experts canadiens en gouvernance démocratique sont recrutés et déployés dans les pays en développement en Afrique, dans les Amériques, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient et au Maghreb. Ces experts fournissent des conseils stratégiques et une assistance technique concernant un grand nombre d'initiatives qui appuient la liberté et la démocratie, les droits de la personne, la primauté du droit, les institutions publiques responsables ainsi que la sécurité et le renforcement de la paix. Au cours de l'année, nos experts ont participé à 13 initiatives dans des pays comme le Niger, le Bangladesh, l'Arménie, l'Indonésie, le Ghana, la Tanzanie, la Jordanie, la Jamaïque, l'Ukraine, le Mozambique et le Botswana. Nous prévoyons envoyer trois autres experts à Djibouti, en Éthiopie et au Bénin dans un proche avenir. Bien que presque toutes ces initiatives soient encore à un stade peu avancé, des résultats prometteurs ont déjà été enregistrés.

Le **Programme pour une bonne gouvernance (PBG)** de l'IAPC, d'une durée de trois ans et financé par l'ACDI, a réalisé de grands progrès cette année. En avril 2008, un événement particulièrement notable a découlé du travail de nos partenaires : l'établissement d'une association des commissions africaines de la fonction publique visant à appuyer le développement des ressources humaines des gouvernements de l'Afrique. Il est également important de souligner l'élaboration d'une Stratégie pour l'intégration des questions relatives aux femmes pour le programme – document/outil qui servira de modèle pour les programmes et partenariats futurs. En mai 2008, l'IAPC a présenté une nouvelle proposition à l'ACDI pour obtenir un financement supplémentaire pour les initiatives de gouvernance. En mai 2008, le premier forum international de recherche sur la gouvernance et le développement local visant à promouvoir davantage le recours à la recherche comme base de la prise de décisions en matière de gouvernance s'est déroulé aux Philippines. Les participants comptaient non seulement des responsables gouvernementaux et des universitaires locaux et régionaux des Philippines mais également des représentants de l'Inde, du Népal et du Canada. En juillet 2008, une équipe de cadres supérieurs de la fonction publique de l'Ontario, dirigée par le sous-ministre Giles Gherson, ainsi que leurs homologues ougandais, ont mis au point et tenu un forum sur la communication pour les ministres, les secrétaires permanents et les principaux intervenants de Kampala afin d'aider le gouvernement de l'Ouganda à élaborer une approche plus stratégique sur le plan des communications nationales.

En collaboration avec notre homologue au Royaume-Uni, le Secrétariat pour les pays du Commonwealth (COMSEC), nous avons présenté, ce printemps à Edmonton en Alberta, le deuxième **Programme de bourses de recherche thématique du Commonwealth sur la gestion des dépenses publiques**. Cette série continue invite les cadres supérieurs des ministères des finances des pays en développement à venir participer dans une ville canadienne à des séminaires de gestion des dépenses publiques ainsi qu'à des activités de jumelage et d'observation. Travaillant en jumelage avec des mentors municipaux et provinciaux de l'Alberta, nos collègues internationaux ont largement fait l'éloge du deuxième programme qui leur a permis de participer à des expériences pratiques dans les domaines de la planification opérationnelle, des mesures du rendement et de la gestion du risque. Le prochain programme est prévu pour septembre 2008 à Halifax, Nouvelle-Écosse. Le COMSEC a également choisi l'IAPC lors d'un appel d'offres pour entreprendre l'**Examen de la fonction RH du Commonwealth Secretariat**, qui visait à améliorer les capacités de leadership stratégique des Ressources humaines de COMSEC. Notre rapport exhaustif a proposé toute une gamme de changements novateurs sur le plan de l'organisation et des politiques.

Nous avons récemment remporté un contrat pluriannuel pour concevoir et réaliser un programme de formation en leadership pour les conseillers et les cadres supérieurs de la fonction publique au Nigeria, intitulé **Renforcement des capacités des municipalités dans l'État de Lagos**. Pour la première phase de ce programme, nous avons envoyé, en juillet 2008, une équipe d'experts canadiens présenter des exposés lors d'une conférence. Axée sur les Objectifs du Millénaire pour le développement de l'ONU, le développement durable des mégavilles, les partenariats entre les secteurs privé et public, et l'égalité des sexes, la conférence a mis en vedette l'expertise canadienne sur des questions touchant à l'heure actuelle l'État de Lagos. Les phases subséquentes du programme comprendront la formation en leadership, des voyages d'études, des activités de jumelage et d'observation, et un élément de mentorat.

Au cours de l'année écoulée, nous avons travaillé avec le Secrétariat du développement et de la réforme de la fonction publique (PSRDS) du gouvernement du Kenya à la mise en œuvre d'un programme appelé **Résultats pour les Kenyans**. Invités à aider à réorganiser la fonction publique pour en faire une organisation moderne axée sur les citoyens, nous avons contribué à l'élaboration d'un programme d'études, d'un manuel et d'une méthodologie de formation pour le renforcement des capacités institutionnelles qui ont généralisé la **Gestion axée sur les résultats** au sein du gouvernement. En plus d'atteindre cet objectif, l'IAPC a dirigé un projet pilote de renforcement des capacités, a aidé à fournir un programme de formation des formateurs, et a mis au point des indicateurs pour mesurer les progrès réalisés. Le PSRDS a également demandé à l'IAPC d'élaborer un **Plan de mise en œuvre d'une stratégie de réforme de gestion des ressources humaines**. Nous avons examiné et révisé la stratégie existante pour la réforme des ressources humaines, avons consulté les intervenants et partagé les meilleures pratiques,

et avons aussi élaboré un plan pour la mise en œuvre de la stratégie dont il a été convenu. Notre rapport exhaustif, qui donne en détail les composantes de base du succès de la mise en œuvre et les prochaines étapes, attend maintenant l'approbation du Cabinet.

Le **Projet de gouvernance centrale du Ghana** a pris fin en juin 2008. Au cours des cinq dernières années, l'IAPC a aidé le gouvernement du Ghana à renforcer les processus de décisions exécutives du Bureau du président, du Secrétariat du Cabinet et des principaux ministères et organismes (MDA). Nous avons également aidé à l'établissement de réseaux de politiques intergouvernementales et à l'élaboration et la prestation de cours de formation aux MDA, ainsi qu'à la mise en œuvre d'importants éléments de SIG. Un programme d'analyse de politiques a été élaboré grâce à un partenariat entre l'Université du Ghana et l'Université Queen's au Canada.

Le **Projet d'assistance technique de gestion financière municipale** en Afrique du Sud s'est terminé avec succès en mai 2008. Depuis 2003, dans le cadre d'un consortium international d'experts mené et dirigé par Cowater International Inc., l'IAPC a fourni une assistance technique concernant les questions de finances et d'administration municipales à trois municipalités en Afrique du Sud, ainsi qu'au Trésor national d'Afrique du Sud. Le consortium est heureux de signaler que la gestion financière des municipalités a été renforcée.

La recherche de nouveaux clients est un élément passionnant et crucial de notre travail quotidien. Pour rester à l'avant-garde du développement international, le personnel et les associés de l'IAPC sont constamment occupés à préparer des propositions et à présenter des offres pour de multiples projets financés par l'ACDI, la Banque mondiale, le PNUD et d'autres projets qui sortent chaque saison. Au cours de l'année dernière, l'IAPC a entrepris quatorze nouveaux projets dans des pays en Afrique, en Asie, dans les Amériques et en Europe. Et nous avons obtenu un succès remarquable! Récemment, l'IAPC a signé un contrat pour aider le gouvernement du Mozambique à mettre au point un **Système de gestion du rendement dans la fonction publique du Mozambique**.

Le partage des connaissances est un élément de plus en plus important du travail international qu'entreprend l'IAPC. Au cours de cette période, deux articles mettant en lumière nos programmes internationaux ont été publiés dans le magazine Management Secteur Public de l'IAPC, et un autre a été publié dans la revue « Canadian Government Executive ». Nous avons également publié une étude de cas sur le Ghana : « Creating Democratic Value: Evaluating Efforts to Promote Democracy Abroad » (évaluations des efforts pour promouvoir la démocratie à l'étranger). En outre, quelques études de cas de l'IAPC ont été sélectionnées dans le cadre du prestigieux projet **Initiative pour un leadership mondial**, appuyé par un certain nombre de partenaires, y compris l'ACDI, la Banque mondiale, le PNUD, le DFID et la France. Au cours de l'été, l'IAPC a consacré pour la première fois un numéro spécial de Management Secteur Public aux programmes internationaux. Vous trouverez dans ce numéro des commentaires réfléchis et des comptes rendus d'expériences marquantes de nos partenaires, consultants, experts et bénévoles, qui ont fait part de leurs réflexions sur leur participation aux programmes de l'IAPC sur le renforcement de la démocratie et la gouvernance à l'étranger.

Au cours de l'année écoulée, Leslie Shimotakahara et Cecilia Gruber se sont jointes à l'IAPC en tant qu'agentes de programmes, et Dylan Granville a été engagé comme coordonnateur administratif et de la logistique. Le service des programmes internationaux aimerait également souhaiter la bienvenue à nos nouveaux associés – Laura Freeman, ancienne sous-ministre du Bureau des ressources humaines du gouvernement du Nouveau-Brunswick et chef de projets de longue date à l'IAPC, et Murray Glow, consultant bien connu dans le domaine de la réforme du secteur public, autrefois au service de Bearing Point.

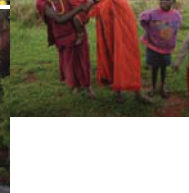
Les résultats spéciaux mais inattendus sont l'un des aspects les plus enrichissants des programmes internationaux. Nos bénévoles et membres d'équipes font non seulement des merveilles dans la mise en œuvre de nos programmes, mais ils trouvent également des moyens novateurs d'apporter un supplément à nos programmes, et dépasser les attentes. Les dons et efforts de levée de fonds qui ne paraissent jamais sur aucun plan de travail officiel sont vraiment impressionnants. Prenez par exemple le partenariat Mali-Nouveau-Brunswick au sujet du Programme sur la bonne gouvernance. Tout en développant la sensibilisation au fait que la télésanté peut améliorer les soins de santé au Mali, l'équipe du Nouveau-Brunswick a travaillé en étroite collaboration avec la Régie régionale de la santé Beauséjour, qui a généreusement fait don de matériel de téléconférence ainsi que de cinq machines pour dialyse. Un partenariat entre les clubs Rotary de Dieppe, au Nouveau-Brunswick et de Bamako, au Mali a permis de recueillir des fonds pour transporter l'équipement au Mali. Judy Cavanagh, chef d'équipe canadienne du projet de gouvernance centrale du Ghana, est un autre cas particulièrement exemplaire de l'esprit de bénévolat. Judith a décidé de prendre en charge les soins de santé et les besoins en éducation d'une famille d'enfants ghanéens rencontrée sur sa route en se rendant à son travail à Accra. Ce ne sont là que quelques exemples de la générosité et du militantisme que nos programmes suscitent!

Enfin, j'aimerais remercier les membres du Comité des programmes internationaux pour leur travail exceptionnel au cours de l'année : Ardath Paxton-Mann, Carol Layton, Christiane Beaupré, Claude Allard, Denise Amyot, Laura Freeman, Maria David-Evans, Marie Fortier-Balogh, Michael Fenn, et Norma Maclsaac.

Cela a été un plaisir pour moi de faire fonction de présidente du comité international et je suis fière de nos nombreuses et remarquables réalisations. Je remercie tout spécialement Ann Masson et le personnel de l'IAPC pour leur travail assidu et leur détermination stratégique.

#### Wynne Young

Présidente, Comité des programmes internationaux,  
2007-2008



# Distinctions et Prix de l'IAPC

Au fil des années, l'IAPC a mis au point une suite de distinctions et de prix prestigieux qui sont destinés à souligner les contributions de ses membres au développement, à l'avancement et à l'innovation dans le domaine de l'administration publique au Canada. Cette année, nous avons établi un nouveau prix en collaboration avec Deloitte, qui reconnaît le leadership dans le secteur public au Canada.

## Médaille Vanier

La Médaille Vanier a été établie en 1962 et nommée après le deuxième gouverneur général né canadien, Georges P. Vanier. C'est la distinction la plus prestigieuse de l'IAPC décernée à une personne qui s'est montrée un administrateur hors pair ou qui a servi avec distinction la cause de l'administration publique au Canada au cours de sa carrière. Le récipiendaire de la Médaille Vanier de 2008 sera annoncé au Congrès annuel IAPC-2008 à Québec. La liste des anciens récipiendaires est accessible sur le site Web de l'IAPC à [www.iapc.ca](http://www.iapc.ca).

## Prix IAPC pour gestion innovatrice

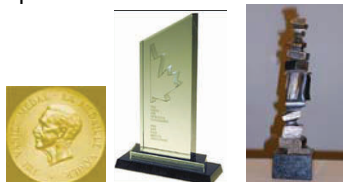
Établi en 1990, le Prix IAPC pour gestion innovatrice reconnaît les initiatives exceptionnelles en gestion innovatrice dans l'administration publique au Canada. Les prix de 2008 sont co-commandités par IBM Canada et KPMG, et le thème de cette année est « Gérer le milieu de travail Vert / Innovations en écologisation ». Les lauréats des Palmes d'or, d'argent et de bronze seront annoncés au Congrès annuel IAPC-2008 à Québec. La liste des anciens lauréats du Prix ainsi qu'un sommaire de toutes les candidatures peuvent être consultés sur le site Web de l'IAPC à [www.iapc.ca](http://www.iapc.ca).

## Prix Pierre De Celles - IAPC

Dans ses efforts soutenus à promouvoir l'excellence dans l'enseignement de l'administration publique, l'IAPC a créé un prix annuel pour honorer la mémoire d'un doyen dans le domaine, le Professeur Pierre De Celles. Il a enseigné pendant de nombreuses années à l'École nationale d'administration publique et en a été le directeur général. Le Professeur De Celles était un membre du Conseil d'administration de l'IAPC et il a également assumé les fonctions de trésorier et de président élu de l'Institut. Le Prix Pierre-De Celles-IAPC encourage et reconnaît les professeurs qui se sont montrés d'une efficacité et d'une créativité exceptionnelles. Il est commandité par le Fonds de dotation de l'IAPC. Le récipiendaire de 2008 sera annoncé au Congrès annuel IAPC-2008 à Québec. La liste des anciens récipiendaires est accessible sur le site Web de l'IAPC à [www.iapc.ca](http://www.iapc.ca).

## Prix national étudiant et de leadership éclairé en administration publique

Ce Prix en administration publique représente une initiative conjointe de l'Institut d'administration publique du Canada (IAPC) et de l'Association canadienne des programmes en administration publique (ACPAP). Il vise à mettre à l'honneur certains des meilleurs étudiants en administration publique des écoles canadiennes aux niveaux régional et national. Il a pour but de promouvoir l'excellence en administration publique et de reconnaître ceux et celles qui se distinguent chaque année dans leurs programmes de cours. Les récipiendaires de ce prix seront annoncés lors du Congrès annuel IAPC-2008 à Québec.



## Prix Roland Parenteau et J.E. Hodgetts Award

Ces deux prix sont présentés annuellement à l'auteur/e ou aux auteur(e)s du meilleur article paru en français et en anglais dans la revue *Administration publique du Canada* au cours de l'année précédente. Les récipiendaires de ces prix seront annoncés au Congrès annuel IAPC-2008 à Québec. La liste des anciens récipiendaires est accessible sur le site Web de l'IAPC à [www.iapc.ca](http://www.iapc.ca).

## Prix d'excellence de l'IAPC pour les groupes régionaux

Le Prix d'excellence de l'IAPC pour les groupes régionaux (Trophée Wes Black) est décerné annuellement au groupe régional de l'IAPC qui a fait preuve d'excellence dans ses réalisations et a su illustrer les idéaux et la mission de l'Institut. Présenté pour la première fois en 1984, le trophée remis au groupe gagnant est nommé après Wes Black, un ancien sous-ministre de la Colombie-Britannique et membre de l'IAPC. Le groupe récipiendaire de ce prix sera annoncé au Congrès annuel IAPC-2008 à Québec. La liste des anciens récipiendaires est accessible sur le site Web de l'IAPC à [www.iapc.ca](http://www.iapc.ca).

## Nouveau prix – Prix IAPC/Deloitte de leadership dans le secteur public

En partenariat avec Deloitte, l'IAPC lance un nouveau prix pour mettre à l'honneur les organismes qui font preuve d'un leadership exceptionnel dans le secteur public au Canada.

Le leadership des organismes du secteur public est l'un des plus importants atouts du Canada. Un ingrédient critique au succès de notre pays et de nos collectivités est de reconnaître et de construire le cadre des leaders du secteur public. Trop souvent, pourtant, le fardeau de la bureaucratie, le spectre des médias négatifs et le désir d'éviter le risque, placent nos fonctionnaires dans des circonstances où il est difficile de diriger.

Le Programme des Prix IAPC/Deloitte de leadership dans le secteur public vise à reconnaître les organismes qui ont fait preuve de leadership exceptionnel en prenant des mesures audacieuses pour améliorer le Canada, par l'avancement de la gestion et des politiques publiques. Plus précisément, le programme profilera des personnes et/ou des équipes qui ont osé donner à leur organisme une nouvelle orientation, dans la poursuite de meilleurs résultats.

Les projets gagnants refléteront l'importance de l'innovation, de la pensée stratégique, du développement de la confiance et de l'esprit d'équipe, de la vision partagée, et de partenariats de collaboration efficaces.

Pour de plus d'amples renseignements sur ce prix, veuillez visiter le site Web de l'IAPC à [www.iapc.ca](http://www.iapc.ca).

## Congrès annuel 2007 - Winnipeg

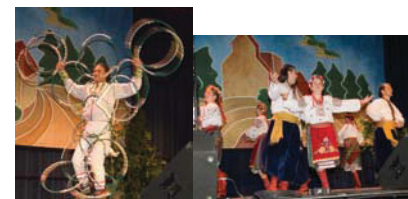
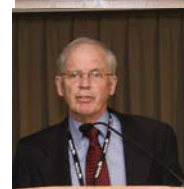
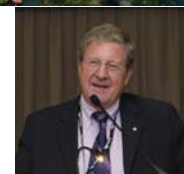
# Administration publique du Canada

La revue *Administration publique du Canada (APC)* est à présent accessible en direct! En janvier 2008, par suite de notre partenariat avec Wiley-Blackwell Publishing, tous les numéros d'APC – depuis 50 ans – ont été mis à la disposition des membres de l'IAPC et des abonnés d'APC par voie électronique. Tous les nouveaux numéros y sont disponibles pareillement. Les résultats parlent d'eux-mêmes – entre la mi-janvier 2008 et la mi-mai 2008, environ 70 000 sommaires ont été visualisés en ligne!

Cela fait partie de notre stratégie qui vise à placer *APC* parmi les revues savantes prééminentes traitant de questions d'administration publique et de gestion publique. *APC* continue d'inclure des articles écrits par des praticiens et un plus grand nombre d'articles comportant une perspective comparative. Le dernier numéro de 2007 était celui du 50<sup>e</sup> anniversaire d'*APC* et il comprenait une analyse rétrospective des articles parus au cours de ces cinquante ans dans la revue. Il incluait également les contributions de J.E. Hodgetts, Ralph Heintzman, John Langford, Jacques Bourgault et d'anciens rédacteurs d'*APC*. Le numéro d'introduction pour 2008 était un numéro spécial sur les partenariats public/privé qui comportait des articles par des universitaires et des praticiens, ainsi que des analyses à la fois comparatives et empiriques, reflétant tous nos objectifs actuels. Pour les numéros à paraître, nous prévoyons un numéro spécial en 2009 qui portera sur les municipalités et les paliers régionaux de gouvernance dans le contexte planétaire en évolution.

Nous poursuivons sur notre lancée avec *APC* et souhaitons la bienvenue à Victor Y. Haines III, de l'Université de Montréal, en tant que nouveau rédacteur associé. Nous avons également révisé notre guide de style et lançons le traitement électronique des manuscrits par le biais de Manuscript Central/Scholar One.

Barbara Wake Carrol  
Rédactrice de la Revue



# Renouveau organisationnel

Au cours de la dernière année, sous le leadership de Bill Greenlaw, président du Comité de la planification stratégique, le Conseil d'administration a consacré un temps considérable à élaborer et à finaliser un plan stratégique de cinq ans (2008 – 2013). Conforme à notre vision d'être le principal organisme au Canada dédié à l'excellence dans la fonction publique, le plan stratégique circonscrit les domaines où l'IAPC peut intervenir avantagement pour promouvoir l'excellence dans les services publics.

Les modifications aux règlements adoptées par l'assemblée générale de l'an dernier ont été appliquées et le conseil d'administration comprend désormais un siège réservé aux nouveaux professionnels. À l'assemblée générale de cette année, nous proposons une modification aux règlements en vue de créer une nouvelle catégorie de membre, celle de nouveau professionnel, pour ceux et celles qui occupent un poste dans la fonction publique depuis moins de cinq ans, de même qu'une cotisation annuelle équivalente à celle de stagiaire.

À l'interne, nous sommes en train de rédiger un nouveau manuel sur la gouvernance à l'intention du conseil d'administration et des comités de l'IAPC et nous achevons un manuel sur la politique des ressources humaines pour le personnel de l'IAPC, de même qu'une description à jour de tous les postes de l'IAPC.

L'IAPC a conclu des accords de contribution et des conventions de services avec le gouvernement du Canada et la plupart des gouvernements provinciaux. Nous nous efforçons de consolider ces ententes avec les gouvernements concernés et de bâtir des relations soutenues avec d'autres gouvernements provinciaux ou territoriaux de même qu'avec des administrations municipales. Au cours de la dernière année, avec l'aide des Groupes régionaux respectifs, nous avons conclu ou sommes en voie de finaliser de nouveaux accords avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, la Ville de Calgary et la Ville de Edmonton.

## Plan stratégique 2008-2009

(Suit un résumé du plan stratégique)

### Résultats prévus

Que l'IAPC soit :

- Reconnu au Canada et sur la scène internationale comme le principal organisme canadien dédié à l'excellence dans l'administration et la politique publiques.
- Reconnu comme le principal organisme canadien dans la recherche et l'étude de l'administration et de la gestion publiques.
- Reconnu comme le principal organisme à réaliser ou à faciliter la prestation de programmes pertinents et pratiques pour aider les employés du secteur public à devenir des fonctionnaires accomplis.
- Reconnu comme une organisation viable et d'actualité, nationalement et régionalement.

### Principaux objectifs et indicateurs stratégiques

#### 1. Recherche de pointe et mise en commun des connaissances

**Objectif :** Être reconnu comme le principal organisme canadien dans la recherche et l'étude de l'administration et de la gestion publiques.

**Stratégies :**

- ▶ Élaborer une *stratégie de recherche* proactive, s'étalant sur plusieurs années, qui tient compte des priorités définies à partir du sondage biennal auprès des sous-ministres et des

directeurs municipaux, du sondage auprès des membres de l'IAPC et du programme international.

- ▶ Établir de nouveaux liens entre le milieu universitaire et les praticiens, de même qu'entre les praticiens de différentes administrations et de différents gouvernements.
- ▶ Accroître l'impact de la revue **Administration publique du Canada** en faisant, auprès d'un vaste lectorat mondial, la promotion des articles intéressants et d'actualité qui y sont publiés.
- ▶ Organiser des activités régionales, nationales et internationales d'apprentissage, en collaboration avec les Groupes régionaux, s'il y a lieu.
- ▶ Mettre à jour/renouveler le programme d'études de cas de l'IAPC et élaborer, avec les établissements post-secondaires intéressés, des programmes coopératifs d'études de cas consultables sur le Web.

#### 2. Éducation, formation et perfectionnement professionnel

**Objectifs :** Être reconnu au Canada et sur la scène internationale comme le principal organisme canadien dédié à l'excellence dans l'administration et la politique publiques.

Être reconnu comme le principal organisme à réaliser ou à faciliter la prestation de programmes pertinents et pratiques pour aider les employés du secteur public à devenir des fonctionnaires accomplis.

**Stratégies :**

- ▶ Élaborer des programmes de formation de pointe destinés aux fonctionnaires canadiens à l'aide, le cas échéant, des modèles éprouvés qui ont été conçus pour nos partenaires internationaux.
- ▶ Développer une méthode d'évaluation des programmes internationaux, notamment une analyse des avantages que retirent de ces programmes le Canada, les institutions et les gouvernements canadiens et leur personnel.

#### 3. Reconnaissance de l'innovation et de l'excellence

**Objectif :** Être reconnu au Canada et sur la scène internationale comme le principal organisme canadien dédié à l'excellence dans l'administration et la politique publiques.

**Stratégies :**

- ▶ continuer de soutenir les programmes de reconnaissance actuels et chercher les moyens d'accroître leur visibilité auprès du public.
- ▶ Concevoir des programmes de reconnaissance dans d'autres domaines après en avoir examiné l'applicabilité.

#### 4. Renforcement de la capacité pan-canadienne de l'IAPC

**Objectif :** Être reconnu comme une organisation viable et d'actualité, nationalement et régionalement.

**Stratégies :**

- ▶ Prévoir des ententes à moyen et à long terme avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, si possible.
- ▶ Élaborer une *stratégie d'adhésion* sur plusieurs années conjointement avec les Groupes régionaux, comprenant une *stratégie axée sur les Nouveaux Professionnels/les Nouveaux Universitaires* et promouvoir la formule «Amis de l'IAPC».
- ▶ Poursuivre activement toute occasion susceptible de diversifier les sources de revenu de l'IAPC, dont les partenariats avec le secteur privé, et élaborer de nouveaux projets concernant le secteur public.
- ▶ Concevoir une *stratégie de prospection et d'expansion des activités* comportant un volet national et un volet international.

## Rapport des Nouveaux professionnels

C'est un plaisir de présenter ce rapport sur les activités du Comité des nouveaux professionnels de l'IAPC. En 2007, lors de l'assemblée générale annuelle, les membres de l'IAPC avaient approuvé à l'unanimité la création d'un siège représentant les nouveaux professionnels au Conseil d'administration de l'IAPC. Le représentant des nouveaux professionnels siège également au Comité exécutif de l'IAPC.

Le création de ce poste exclusif au conseil d'administration marque les premiers pas vers l'établissement de relations plus constructives entre les nouveaux professionnels de partout au pays. Les groupes de nouveaux professionnels de l'IAPC s'adressent aux personnes qui sont entrées dans la fonction publique depuis moins de cinq ans, ou qui comptent faire carrière dans la fonction publique municipale, provinciale ou fédérale.

Au cours de l'année écoulée, le Comité des nouveaux professionnels a tenu trois réunions trimestrielles qui ont regroupé les représentants des nouveaux professionnels des groupes régionaux de l'IAPC et les groupes de nouveaux professionnels affiliés à un gouvernement, afin de discuter des questions affectant les nouveaux professionnels dans l'ensemble du Canada. À la suite d'une conférence des nouveaux professionnels, en mars 2007, qui a été couronnée de succès, nous avons commencé à planifier la prochaine conférence qui se tiendra à Halifax, Nouvelle-Écosse, en octobre 2009.

Grâce aux profits réalisés à la Conférence de 2007 des nouveaux professionnels, un programme de subventions destiné aux nouveaux professionnels a été créé et permet d'offrir une aide financière à 17 nouveaux professionnels pour assister au Congrès national de l'IAPC à la ville de Québec. Nous avons également commencé à rassembler des données en vue de rafraîchir la section des nouveaux professionnels sur le site Web de l'IAPC.

À cette assemblée générale annuelle, les membres devront se prononcer sur les modifications que l'on compte apporter aux règlements de l'IAPC afin d'établir deux nouvelles catégories d'adhésion – une pour les nouveaux professionnels et l'autre pour les nouveaux universitaires. Les membres devront également accepter que les droits d'adhésion des nouveaux professionnels et des nouveaux universitaires soient les mêmes que ceux des stagiaires. Nous espérons que les membres appuieront ces changements importants qui nous paraissent indispensables pour attirer les fonctionnaires et les universitaires de la relève.

J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier les membres du Comité des nouveaux professionnels pour leur travail et dévouement : Brandy Cox, Michael Hunter, Rodger Gregg, Nick Kulyk, Jodi Leblanc, Barbara Legacy, Heather MacKinnon, Bonita Matuszewski, Travis McIntosh, Howard Yeung et Janice Pettit. Je tiens également à remercier le personnel du Bureau national de l'IAPC de toute leur aide.

### Heather Orr

Représentante des nouveaux professionnels  
Conseil d'administration de l'IAPC, 2007-2008

## Rapport de la Trésorière

Vous verrez dans les pages qui suivent les États financiers vérifiés de l'exercice 2007. Je suis heureuse d'annoncer que nous avons un rapport de vérification sans réserve de nos vérificateurs externes. Je suis également ravie de signaler que l'IAPC a réalisé un petit excédent de 1 118 \$ en 2007 en comparaison d'un déficit de 164 911 \$ en 2006 et d'un déficit budgétisé de 210 425 \$ au début de l'exercice.

### Remarques

L'Institut est parvenu à générer de nouvelles sources de revenu, ce qui a permis de réduire quelque peu le déficit budgétaire. Citons entre autres l'établissement et le lancement du Centre d'excellence sur la gestion du rendement et l'imputabilité (CEGR), la tenue de conférences couronnées de succès et l'acquisition de nouveaux contrats internationaux. J'aimerais souligner en particulier le travail que nous avons réalisé pour le Gouvernement du Kenya. Ce projet a apporté plus de 200 000 \$ au résultat net en 2007. De même, les changements dans la dotation en personnel au cours de l'année se sont traduits par une petite épargne sur les salaires.

### Le point pour 2008

En 2008, nous avons enregistré de nouveaux membres et conclu des ententes de services avec les Villes de Calgary et d'Edmonton. Ces deux ententes ont ajouté 30 000 \$ aux recettes de l'Institut.

En ce qui concerne les Programmes internationaux, le Mécanisme de Déploiements pour le Développement Démocratique, projet financé par l'ACDI, continue de prendre de l'ampleur, et notre nouveau contrat avec le Gouvernement du Nigeria a le potentiel d'être aussi lucratif cette année que l'a été celui avec le Kenya au cours de l'année écoulée.

Comme pour bon nombre d'organismes sans but lucratif, nous devons demeurer attentifs à nos finances et devons continuer à mettre sur pied de nouveaux projets et organiser de nouvelles conférences pour faire face à cet impératif financier. Cela est essentiel si l'on veut maintenir la qualité des services que nos membres s'attendent à recevoir de l'IAPC et si l'on veut attirer de nouveaux membres. Nous redoublons d'efforts pour réaliser un autre excédent en 2008 et plusieurs projets éventuels, tant au Canada que dans les pays d'outre-mer, devraient nous aider à rester rentables.

### Heather Wood

Trésorière, 2007-2008

## Appendice 1

### Conseil d'administration 2007-2008

**Président**  
LOUIS BORGEAT

**Présidente sortante**  
CAROL LAYTON

**Vice-président et présidente élu**  
BILL GREENLAW

**Vice-présidente et présidente du Comité international**  
WYNNE YOUNG

**Vice-président responsable du Congrès annuel de 2008**  
GILBERT M. FOURNIER

**Secrétaire national**  
SYD BAXTER

**Trésorière**  
HEATHER WOOD

**Présidente, Fonds de dotation de l'IAPC**  
MARIA DAVID-EVANS

**Rédactrice de la Revue**  
BARBARA WAKE CARROLL

**Président, Comité de la recherche et des pratiques professionnelles**  
GRAHAM WHITE

**Président, ACPAP**  
DAVID ZUSSMAN

**Présidente, Nouveaux professionnels**  
HEATHER ORR

CLAUDE ALLARD

DENISE AMYOT

CHRISTIANE BEAUPRÉ

MARK BUTLER

NANCY FARADAY-SMITH

GARNET GARVEN

JANET HIGGINS

JACKIE KLEINER

NORMA MACISAAC

MANON MOREAU

LORNE PELLETIER

JANICE PETTIT

ROSANNA SCOTTI

JULIE SIMMONS

CATHY YOULDEN

## Appendice 2

### Présidentes et Présidents des groupes régionaux 2007-2008

Calgary	Jackie Kleiner
Edmonton	Katherine Weaver
Fredericton	Janet Higgins
Hamilton	Elizabeth Bourns
Manitoba	Christina Weise
Moncton	Hélène Leblanc-Basque
Montréal	Nancy Chahwan
Terre-Neuve et Labrador	Mark Butler
Nouvelle-Écosse	Jeannine Lagassé
Ottawa	Nancy Faraday-Smith
Île-du-Prince-Édouard	Keith Hiller
Québec	Maurice Boisvert
Saskatchewan	Nancy Croll
Toronto	Christine Raissis
Vancouver	Karen G. Dornan
Victoria	Scott Barillaro
Yukon	Manon Moreau

## Appendice 3

### Direction du Bureau national

Chef de la direction générale	Gabriel F.Sékaly
Directrice des événements spéciaux	Gabriella Ciampini
Administrateur des finances	Doug Dawson
Directrice de la recherche	Wendy Feldman
Directrice de l'adhésion et la commercialisation	Carole Humphries
Directrice des programmes internationaux	Ann Masson



Annual Report /Rapport annuel 2007-2008

# Financial Statements États Financiers

December 31 décembre 2007



**FINANCIAL STATEMENTS  
DECEMBER 31, 2007**

**AUDITORS' REPORT**

TO THE MEMBERS OF  
THE INSTITUTE OF PUBLIC  
ADMINISTRATION OF CANADA

We have audited the Statement of Financial Position of **The Institute of Public Administration of Canada** as at December 31, 2007 and the Statement of Operations, Statement of Changes in Fund Balances, and the Statement of Cash Flows for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Institute's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Institute as at December 31, 2007 and the results of its operations and cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

*PKF Hill, LLP  
Licensed Public Accountants  
Chartered Accountants*

*Toronto, Ontario  
July 11, 2008*

**ÉTATS FINANCIERS  
31 DÉCEMBRE 2007**

**RAPPORT DES VÉRIFICATEURS**

À L'ATTENTION DES MEMBRES DE  
L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU  
CANADA

Nous avons vérifié le bilan de **L'Institut d'administration publique du Canada** au 31 décembre 2007 et l'état des résultats, l'évolution des soldes des fonds et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en se fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 décembre 2007, ainsi que des résultats de son fonctionnement et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*PKF Hill, LLP  
Comptables publics autorisés  
Comptables agréés*

*Toronto, Ontario  
11 juillet 2008*

**THE INSTITUTE OF PUBLIC  
ADMINISTRATION OF CANADA**

**FINANCIAL STATEMENTS  
DECEMBER 31, 2007**

**INDEX**

**AUDITORS' REPORT..... 17**

**FINANCIAL STATEMENTS**

**Statement of Financial Position..... i**

**Statement of Operations ..... ii**

**Statement of Changes in Fund Balances ... iii**

**Statement of Cash Flows ..... iv**

**Schedule A – Statement of Financial  
Position - Restricted Funds ..... v**

**Schedule B – Statement of Operations  
of Restricted Funds and Changes in  
Fund Balances..... vi**

**Notes to the Financial Statements ..... vii**

**L'INSTITUT D'ADMINISTRATION  
PUBLIQUE DU CANADA**

**ÉTATS FINANCIERS  
31 DÉCEMBRE 2007**

**INDEX**

**RAPPORT DES VÉRIFICATEURS ..... 17**

**ÉTATS FINANCIERS**

**Bilan ..... i**

**État des résultats..... ii**

**Évolution des soldes des fonds ..... iii**

**État des flux de trésorerie ..... iv**

**Tableau A – Bilan -  
Fonds avec restrictions ..... v**

**Tableau B – État des résultats des fonds  
avec restrictions et évolution des  
soldes des fonds ..... vi**

**Notes afférentes aux états financiers..... vii**



THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA / INSTITUT D'ADMINISTRATION DU CANADA  
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION / BILAN AS AT DECEMBER 31, 2007 / AU 31 DÉCEMBRE 2007

	General Operations/ Opérations générales	CIDA Funds (Schedule A) Fonds ACDI (Tableau A)	<b>2007 Total</b>	2006 Total
<b>ASSETS / ACTIF</b>				
<b>CURRENT ASSETS / ACTIF À COURT TERME</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Cash / Encaisse	158,138	21,948	180,086	374,622
Accounts receivable / Comptes débiteurs	560,315	611,606	1,171,921	927,127
Receivable from Canadian International Development Agency Funds / Créance sur les Fonds de l'Agence canadienne de développement international	526,038	--	526,038	425,871
Receivable from General Operations / Créance sur les opérations générales	--	--	--	222,023
Prepaid expenses & other current assets / Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	54,642	--	54,642	29,157
Due from the Institute of Public Administration of Canada Endowment Fund (note 4) / À percevoir du Fonds de dotation de l'Institut d'administration publique du Canada (note 4)	<u>30,367</u>	<u>--</u>	<u>30,367</u>	<u>32,113</u>
	1,329,500	633,554	1,963,054	2,010,913
<b>PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT (note 5) / IMMOBILISATIONS (note 5)</b>	<u>60,354</u>	<u>--</u>	<u>60,354</u>	<u>9,741</u>
	<u>\$ 1,389,854</u>	<u>\$ 633,554</u>	<u>\$ 2,023,408</u>	<u>\$ 2,020,654</u>
<b>LIABILITIES AND FUND BALANCES / PASSIF ET SOLDES DES FONDS</b>				
<b>CURRENT LIABILITIES/ PASSIF À COURT TERME</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>	<b>\$</b>
Accounts payable and accrued liabilities/ Comptes créditeurs et charges à payer	536,912	90,827	627,739	305,762
Deferred revenue (note 6)/ Contributions reportées (note 6)	294,341	16,689	311,030	509,515
Gratuity pay liability (note 7)/ Passif relatif à la gratification à la cessation d'emploi (note 7)	16,056	--	16,056	16,056
Advance on Canadian International Development Agency Funds/ Avance sur les fonds de l'Agence canadienne de développement international	--	--	--	222,023
Payable to General Operations / À payer aux opérations générales	<u>--</u>	<u>526,038</u>	<u>526,038</u>	<u>425,871</u>
	<u>847,309</u>	<u>633,554</u>	<u>1,480,863</u>	<u>1,479,227</u>
<b>FUND BALANCES / SOLDES DES FONDS</b>				
Sustainability Fund (Unrestricted)/ Fonds de maintien (sans restrictions)	177,478	--	177,478	176,919
Opportunity Fund (Internally restricted) (note 8) / Fonds d'initiatives (avec restrictions internes) (note 8)	<u>365,067</u>	<u>--</u>	<u>365,067</u>	<u>364,508</u>
	<u>542,545</u>	<u>--</u>	<u>542,545</u>	<u>541,427</u>
	<u>\$ 1,389,854</u>	<u>\$ 633,554</u>	<u>\$ 2,023,408</u>	<u>\$ 2,020,654</u>

APPROVED ON BEHALF OF THE BOARD: / APPRUVÉ AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION :

\_\_\_\_\_  
Director / Directeur/trice  
\_\_\_\_\_  
Director / Directeur/trice

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA  
L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA  
STATEMENT OF OPERATIONS/ ÉTAT DES RÉSULTATS  
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2007 / POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2007

	General Operations / Opérations générales			CIDA Funds (Schedule B) / Fonds ACDI (Tableau B)		
	2007 Actual/Réel	2006 Actual/Réel	2007 Budget (note 16)	2007 Actual/Réel	2006 Actual/Réel	2007 Budget
<b>REVENUES / PRODUITS</b>						
Other international funding / Autre financement international	\$ 716,652	\$ 244,684	\$ 159,609	--	\$ --	\$ --
Research contracts/ Contrats de recherche	407,992	424,412	125,000	--	--	--
Other income / Autres revenus	390,202	202,922	204,808	--	--	--
Contribution & service agreements (note 9) / Ententes de contributions et de services (note 9)	298,163	293,163	298,163	--	--	--
Membership fees / Droits d'adhésion	293,430	296,543	285,000	--	--	--
Registration fees / Droits d'inscription	98,268	100,171	100,000	--	--	--
Subscriptions and sales / Abonnements et ventes	93,339	105,132	101,000	--	--	--
Annual conference / Congrès annuel	82,959	52,422	90,000	--	--	--
Program funding / Financement de programme	--	--	--	2,639,443	2,062,590	3,010,865
Interest earned / Intérêts créditeurs	--	--	--	12,141	1,834	--
	<u>2,381,005</u>	<u>1,719,449</u>	<u>1,363,580</u>	<u>2,651,584</u>	<u>2,064,424</u>	<u>3,010,865</u>
<b>EXPENSES / CHARGES</b>						
Salaries, wages and benefits / Salaires et avantages sociaux	677,428	717,843	729,005	--	--	--
Other international projects / Autres projets internationaux	456,191	64,739	30,000	--	--	--
Research projects / Projets de recherche	376,401	369,250	86,000	--	--	--
Other administrative expenses / Autres charges administratives	222,649	183,228	173,000	--	--	--
Rent, caretaking and utilities / Loyer, entretien et services publics	156,139	162,612	153,000	--	--	--
Publications / Publications	130,022	164,545	154,300	--	--	--
Research conferences / Conférences de recherche	117,020	62,413	60,000	--	--	--
New professionals / Nouveaux professionnels	97,175	1,612	8,000	--	--	--
Regional groups and membership services / Services aux groupes régionaux et aux membres	40,413	57,011	68,000	--	--	--
Amortization / Amortissement	35,637	9,056	23,000	--	--	--
Board committees / Comités du Conseil d'administration	32,514	29,004	27,000	--	--	--
Honours and awards / Distinctions et Prix	20,271	17,903	19,700	--	--	--
Annual conference / Congrès annuel	18,027	45,144	43,000	--	--	--
Placements and missions / Affectations et missions	--	--	--	2,169,502	1,679,486	2,434,870
Salaries and overheads allocated from General Operations / Salaires et frais généraux alloués à partir des opérations générales	--	--	--	482,082	384,938	575,995
	<u>2,379,887</u>	<u>1,884,360</u>	<u>1,574,005</u>	<u>2,651,584</u>	<u>2,064,424</u>	<u>3,010,865</u>
<b>SURPLUS (DEFICIENCY) OF REVENUES OVER EXPENSES / EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<u>\$1,118</u>	<u>\$ (164,911)</u>	<u>\$ (210,425)</u>	<u>\$ --</u>	<u>\$ --</u>	<u>\$ --</u>

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA  
L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA  
STATEMENT OF CHANGES IN FUND BALANCES /  
ÉVOLUTION DES SOLDES DES FONDS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2007 / POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2007

	General Operations / Opérations générales			Opportunity Fund / Fonds d'initiatives		
	2007 Actual/Réel	2006 Actual/Réel	2007 Budget	2007 Actual/Réel	2006 Actual/Réel	2007 Budget
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>FUND BALANCES, beginning of year / SOLDES DES FONDS, début de l'exercice</b>	<b>176,919</b>	341,830	144,511	<b>364,508</b>	364,508	364,508
<b>SURPLUS (DEFICIENCY) OF REVENUES OVER EXPENSES / EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<b>1,118</b>	(164,911)	(210,425)	--	--	--
<b>TRANSFER FROM GENERAL OPERATIONS TO OPPORTUNITY FUND (Note 8) / TRANSFERT DES OPÉRATIONS GÉNÉRALES AU FONDS D'INITIATIVES (note 8)</b>	<b>(559)</b>	--	--	<b>559</b>	--	--
<b>FUND BALANCES, end of year / SOLDES DES FONDS, fin de l'exercice</b>	<b>\$ 177,478</b>	\$ 176,919	\$ (65,914)	<b>\$ 365,067</b>	\$ 364,508	\$ 364,508

**THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA / L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA**  
**STATEMENT OF CASH FLOWS / ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2007 / POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2007**

	General Operations / Opérations générales	CIDA Funds/ Fonds ACDI	2007 Total	2006 Total
<b>OPERATING ACTIVITIES / ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>				
Surplus (Deficiency) of revenues over expenses / Excédent (Insuffisance) des produits sur les charges	\$ 1,118	--	\$ 1,118	\$ (164,911)
Amortization of property, plant and equipment / Amortissement des immobilisations	<u>35,637</u>	--	<u>35,637</u>	<u>9,056</u>
Changes in non-cash working capital items / Variation dans les éléments hors trésorerie du fonds de roulement	36,755	--	36,755	(155,855)
Accounts receivable / Comptes débiteurs	(114,338)	(130,456)	(244,794)	535,105
Prepaid expenses & other current assets / Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	(25,485)	--	(25,485)	1,201
Accounts payable and accrued liabilities / Comptes créditeurs et charges à payer	298,009	23,968	321,977	(153,081)
Deferred revenue / Contributions reportées	4,144	(202,629)	(198,485)	265,782
Gratuity pay liability / Gratification à la cessation d'emploi	--	--	--	<u>(57,135)</u>
	<u>199,085</u>	<u>(309,117)</u>	<u>(110,032)</u>	<u>436,017</u>
<b>FINANCING ACTIVITIES / ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Receivable from Canadian International Development Agency Funds / Créances sur les Fonds de l'Agence canadienne de développement international	(100,167)	--	(100,167)	397,280
Receivable from General Operations / Créances sur les opérations générales	--	222,023	222,023	(222,023)
Due from the Institute of Public Administration of Canada Endowment Fund / À percevoir du Fonds de dotation de l'Institut d'administration publique du Canada	1,746	--	1,746	(7,651)
Advance on Canadian International Development Agency Fund / Avance sur le Fonds de l'Agence canadienne de développement international	(222,023)	--	(222,023)	222,023
Payable to General Operations / À payer aux opérations générales	--	100,167	100,167	(397,280)
Due to the Institute of Citizen Centred Service / À verser à l'Institut des services axés sur les citoyens	--	--	--	<u>(366,419)</u>
	<u>(320,444)</u>	<u>322,190</u>	<u>1,746</u>	<u>(374,070)</u>
<b>INVESTING ACTIVITIES / ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Purchase of property, plant and equipment / Achat d'immobilisations	(86,250)	--	(86,250)	(8,563)
<b>NET (DECREASE) INCREASE IN CASH / AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE</b>	(207,609)	13,073	(194,536)	53,384
NET CASH, beginning of year / TRÉSORERIE, début de l'exercice	<u>365,747</u>	<u>8,875</u>	<u>374,622</u>	<u>321,238</u>
NET CASH, end of year / TRÉSORERIE, fin de l'exercice	<u>\$ 158,138</u>	<u>\$ 21,948</u>	<u>\$ 180,086</u>	<u>\$ 374,622</u>

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA  
L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA  
SCHEDULE A – STATEMENT OF FINANCIAL POSITION – RESTRICTED FUNDS  
CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY FUNDS/  
TABLEAU A – BILAN – FONDS AVEC RESTRICTIONS  
FONDS DE L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL  
AS AT DECEMBER 31, 2007 / AU 31 DÉCEMBRE 2007

	Ghana Central Governance Program / Programme Gouvernance centrale du Ghana	Deployment for Democratic Development/ Déploiements pour le développement démocratique	Good Governance Program / Pro- gramme pour une bonne gouvernance	<b>2007 Total</b>	2006 Total
<b>CURRENT ASSETS / ACTIF À COURT TERME</b>					
Cash / Encaisse	21,948	--	--	21,948	8,875
Accounts receivable / Comptes débiteurs	218,288	66,726	326,592	611,606	481,150
Receivable from General Operations / Créances sur les opérations générales	--	--	--	--	222,023
	<u>\$ 240,236</u>	<u>\$ 66,726</u>	<u>\$ 326,592</u>	<u>\$ 633,554</u>	<u>\$ 712,048</u>
<b>CURRENT LIABILITIES / PASSIF À COURT TERME</b>					
Accounts payable / Comptes créditeurs	16,336	3,602	70,889	90,827	66,859
Deferred revenue (note 6)/ Contributions reportées (note 6)	16,689	--	--	16,689	219,318
Payable to General Operations / À payer aux opérations générales	207,211	63,124	255,703	526,038	425,871
	<u>\$ 240,236</u>	<u>\$ 66,726</u>	<u>\$ 326,592</u>	<u>\$ 633,554</u>	<u>\$ 712,048</u>

THE INSTITUTE OF PUBLIC ADMINISTRATION OF CANADA  
L'INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA  
SCHEDULE B – STATEMENT OF OPERATIONS OF RESTRICTED FUNDS AND CHANGES IN FUND BALANCES  
CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY FUNDS /  
TABLEAU B – ÉTAT DES RÉSULTATS DES FONDS AVEC RESTRICTIONS ET ÉVOLUTION DES SOLDES DES FONDS  
FONDS DE L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL  
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2007 / POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2007

	Ghana Central Governance Program/ Programme Gouvernance cen- trale du Ghana	Deployment for Democratic Development/ Déploiements pour le développement démocratique	Good Governance Program/ Programme pour une bonne gou- vernance	2007 Total	2006 Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>EXPENSES / CHARGES</b>					
Placements and missions / Affectations et missions	1,020,847	85,551	1,063,104	2,169,502	1,679,486
Salaries and overheads allocated from General Operations / Salaires et frais généraux alloués à partir des opérations générales	<u>72,603</u>	<u>119,400</u>	<u>290,079</u>	<u>482,082</u>	<u>384,938</u>
	<u>1,093,450</u>	<u>204,951</u>	<u>1,353,183</u>	<u>2,651,584</u>	<u>2,064,424</u>
<b>REVENUE / PRODUITS</b>					
Program funding / Financement du programme	1,089,166	204,951	1,345,326	2,639,443	2,062,590
Interest earned / Intérêts créditeurs	<u>4,284</u>	--	<u>7,857</u>	<u>12,141</u>	<u>1,834</u>
	<u>1,093,450</u>	<u>204,951</u>	<u>1,353,183</u>	<u>2,651,584</u>	<u>2,064,424</u>
EXCESS OF REVENUES OVER EXPENSES / EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	--	--	--	--	--
FUND BALANCES, end of year / SOLDE DU FONDS, fin de l'exercice	<u>\$ --</u>	<u>\$ --</u>	<u>\$ --</u>	<u>\$ --</u>	<u>\$ --</u>

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS  
FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31, 2007

**1. PURPOSE OF THE ORGANIZATION**

The Institute is a private not-for-profit organization, which enables public servants from all spheres of government, university and college teachers, staff, students and others interested in public administration to exchange ideas on trends, practices and innovations in public administration. Its scope covers governance from the global to the local level. Regional groups across the country provide local networks and forums.

The Institute was federally incorporated without share capital on December 15, 1947, as a not-for-profit organization.

**2. CHANGE IN ACCOUNTING POLICY**

Effective January 1, 2007, the Institute adopted the provisions of Canadian Institute of Chartered Accountants ("CICA") Handbook Section 3855, Financial Instruments – Recognition and Measurement which address the classification, recognition and measurement of financial instruments. The new provisions required all financial instruments on initial recognition to be measured at fair value and that subsequent measurement and recognition be determined based on the classification of the financial instrument.

As a result of adopting this standard, there were no adjustments to the financial statements.

**3. SUMMARY OF SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES**

The accounts of the Institute are maintained using the accrual basis of accounting. The accounts of the Institute's Canadian International Development Agency ("CIDA") funds are maintained on an accrual basis in accordance with the principles of fund accounting. The significant accounting policies utilized in the preparation of these financial statements are summarized below. These policies are in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2007

**1. BUT DE L'ORGANISME**

L'Institut est un organisme privé à but non lucratif. Il permet aux employés publics de tous les ordres de gouvernement, aux professeurs, employés et étudiants des collèges et universités, ainsi qu'aux personnes s'intéressant à l'administration publique, d'échanger des idées sur les orientations, les pratiques et les innovations en administration publique. Son champ d'activité recouvre les aspects de la gouvernance du niveau mondial au niveau local. Ses groupes régionaux dans tout le Canada favorisent la création de réseaux et offrent des forums à l'échelle régionale.

L'Institut a été constitué sous le régime de la loi fédérale sans capital-actions le 15 décembre 1947, en tant qu'organisme sans but lucratif

**2. CHANGEMENT DANS LES CONVENTIONS COMPTABLES**

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, l'Institut a adopté les dispositions du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) aux termes du chapitre 3855, Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation, qui traite de la classification, la reconnaissance et la mesure des instruments financiers. Selon les nouvelles dispositions, tous les instruments financiers lors de leur comptabilisation initiale sont mesurés à la juste valeur et la mesure et la comptabilisation ultérieures sont déterminées d'après la classification de l'instrument financier.

Par suite de l'adoption de cette norme, aucun ajustement a été apporté aux états financiers.

**3. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES**

Les comptes du fonds des opérations générales de l'Institut sont tenus conformément aux principes de la comptabilité d'exercice. Les comptes des fonds de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) accordés à l'Institut sont tenus conformément aux principes de la comptabilité par fonds. Les principales conventions comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers sont résumées ci-dessous. Ces conventions sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

**a) REVENUE RECOGNITION**

**CONTRIBUTIONS AND SERVICE AGREEMENTS**

Restricted contributions related to general operations are recognized as revenue of the general fund in the year in which the related expenses are incurred. All other contributions are recognized as revenue of the appropriate restricted fund in the year received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

Unrestricted contributions are recognized as revenue of the general fund in the year received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

**MEMBERSHIP FEES**

The term of membership fees is on a rolling annual basis. Any membership fees received for the subsequent years are deferred to the following fiscal year.

**b) PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT**

Property, plant and equipment are stated at cost. Amortization is charged to operations on a straight-line basis over three years

**c) CANADIAN INTERNATIONAL DEVELOPMENT AGENCY FUNDS**

The Institute received contributions from CIDA to provide assistance in the development of public administration programs outside of Canada. Under these various programs, the Institute will receive a contribution up to the maximum specified under the terms of each contract (note 11).

**d) SEGREGATED FUNDS**

Each CIDA program which receives interest earning advances maintains a separate bank account into which these advances are deposited.

**e) FOREIGN CURRENCY TRANSLATION**

The monetary assets and liabilities are translated at the rate of exchange in effect at year-end. Revenue and expenses are translated at the rates in effect at their transaction dates. The resulting gains and losses are included in the statement of operations.

**f) SPECIAL PROJECT FUNDS**

Funds received for special projects are included in income at the time the related expenses are incurred. These funds are not segregated from general funds except at the specific request of the donor.

**a) COMPTABILISATION DES PRODUITS**

**ENTENTES DE CONTRIBUTIONS ET DE SERVICES**

Les apports avec restrictions afférents aux opérations générales sont inscrits comme produits du fonds général dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Tous les autres apports sont inscrits comme produits du fonds affecté approprié dans l'exercice au cours duquel ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et que son recouvrement est raisonnablement assuré.

Les apports non affectés sont inscrits comme produits du fonds général dans l'exercice au cours duquel ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut être raisonnablement estimé et que son recouvrement est raisonnablement assuré.

**DROITS D'ADHÉSION**

La cotisation des membres est régiee selon le système de l'adhésion flottante. Toute somme reçue pour les exercices ultérieurs est reportée à l'exercice suivant.

**b) IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amortis sur une base linéaire sur une période de trois ans.

**c) FONDS DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

L'Institut a reçu les contributions de l'Agence canadienne de développement international pour offrir son assistance dans l'élaboration de programmes en administration publique à l'étranger. Dans le cadre de ces divers programmes, l'Institut recevra une contribution maximale telle que stipulée dans chaque contrat (note 11).

**d) FONDS DISTINCTS**

Chaque programme de l'ACDI qui reçoit une avance sur les intérêts, a un compte bancaire distinct dans lequel sont versées ces avances.

**e) CONVERSION DES DEVICES**

Les actifs et passifs à court terme sont convertis au taux de change ayant cours à la date du bilan. Les produits et charges sont convertis aux taux en vigueur au moment de la transaction. Les gains et pertes de change sont inclus dans l'état des opérations.

**f) FONDS DES PROJETS SPÉCIAUX**

Des rentrées de fonds attribuées à des projets spéciaux sont rattachées à l'exercice au cours duquel sont engagées les charges afférentes. Entre-temps, ces rentrées ne sont pas dissociées des fonds d'administration générale à moins d'une demande expresse du donateur.

## **g) FINANCIAL INSTRUMENTS**

The Institute's financial instruments consist of cash, accounts receivable, due from the IPAC Endowment Fund, accounts payable and accrued liabilities, and gratuity pay liability. Unless otherwise noted, it is management's opinion that the Institute is not exposed to significant interest rate, credit, or foreign exchange risks arising from these financial instruments. Owing to the relatively short maturities of these financial instruments, their fair values approximate their carrying values.

## **h) MEASUREMENT UNCERTAINTY**

The preparation of financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period. Actual result could differ from those estimates.

## **i) ACCOUNTING STANDARDS CHANGES**

The CICA has issued the following Accounting Handbook Sections which the Institute will be required to adopt effective December 31, 2008:

- Section 3862, Financial Instruments, places an increased emphasis on risk disclosures. This section also requires enhanced disclosures for financial instruments.
- Section 3863, Financial Instruments, addresses the requirements for presentation of financial instruments and the classification of debt and equity.

The adoption of the new standards is not expected to have a material impact on the financial statements.

## **4. RELATED PARTY TRANSACTIONS**

The amounts receivable from the Institute of Public Administration of Canada Endowment Fund are non-interest bearing and are due on demand.

The Endowment Fund was incorporated under the Canada Corporations Act on June 16, 1985 as a not-for-profit organization and is a registered charity under the Income Tax Act. It was established to undertake specific projects with the agreement of the Institute.

## **g) INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les instruments financiers de l'Institut se composent d'espèces, de comptes débiteurs, somme due par le Fonds de dotation de l'IPAC, de comptes créditeurs et de charges à payer, et du passif relatif à la gratification à la cessation d'emploi. Sauf indication contraire, il est de l'avis de la direction que l'Institut n'est pas exposé à un taux d'intérêt important ou à des risques de crédit inhérents à ces instruments financiers. Du fait des échéances relativement courtes de ces instruments financiers, leurs valeurs actuelles se rapprochent de leurs valeurs comptables.

## **h) INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE**

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige de la direction des estimations et des hypothèses qui affectent les montants comptabilisés à l'actif et au passif et la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que les produits et charges pour l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

## **i) CHANGEMENTS DANS LES NORMES COMPTABLES**

L'ICCA a publié les chapitres suivants dans son Manuel que l'Institut devra adopter à compter du 31 décembre 2008 :

- Le chapitre 3862, Instruments financiers, souligne davantage la divulgation des risques. Ce chapitre requiert également une plus grande divulgation des instruments financiers.
- Le chapitre 3863, Instruments financiers, définit la présentation des instruments financiers et la classification des éléments de passif et des éléments de capitaux propres.

L'adoption de ces nouvelles normes ne devrait pas avoir une répercussion significative sur les états financiers.

## **4. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

Les montants à recevoir du Fonds de dotation de l'Institut d'administration publique du Canada ne portent pas intérêt et sont payables sur demande.

Le Fonds de dotation a été constitué en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes le 16 juin 1985 en tant qu'organisation à but non lucratif et s'inscrit comme organisme de bienfaisance en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu. Il a été établi dans le but d'entreprendre des projets particuliers avec l'accord de l'Institut.

The Institute and the Endowment Fund share administrative staff, management and have some common board members. The Institute exercises control over the Endowment Fund by virtue of its power to determine the organization's strategic operating, investing and financing policies.

Summarized financial information for the Endowment Fund is as follows:

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Assets	\$ 136,893	\$ 142,857
Liabilities	<u>31,567</u>	<u>33,313</u>
Fund balance, end of year	<u><u>105,326</u></u>	<u><u>109,544</u></u>
Revenues	4,122	6,679
Expenses	<u>8,340</u>	<u>9,087</u>
Deficiency of revenue over expenses	<u><u>(4,218)</u></u>	<u><u>(2,408)</u></u>
Cash flows, operating	(7,740)	(5,838)
Cash flows, investing	<u>(1,745)</u>	<u>7,651</u>
Net cash flows	<u><u>\$ (9,485)</u></u>	<u><u>\$ 1,813</u></u>

## 5. PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

	Cost	Accumulated Amortization	Net 2007	Net 2006
Computer Equipment	\$ 228,418	\$ 168,064	\$ 60,354	\$ 9,741

L'Institut et le Fonds de dotation partagent le personnel administratif, la direction et ont en commun plusieurs membres du conseil. L'Institut exerce un contrôle sur le Fonds de dotation en vertu de son pouvoir de décider des politiques de l'organisme en termes de stratégie, de fonctionnement, d'investissement et de financement.

L'information financière relative au Fonds de dotation se résume ainsi :

	<u>2007</u>	<u>2006</u>
Actif	\$ 136 893	\$ 142 857
Passif	<u>31 567</u>	<u>33 313</u>
Solde du fonds, fin de l'exercice	<u><u>105,326</u></u>	<u><u>109,544</u></u>
Produits	4 122	6 679
Charges	<u>8 340</u>	<u>9 087</u>
Insuffisance des produits sur les charges	<u><u>(4,218)</u></u>	<u><u>(2,408)</u></u>
Flux de trésorerie, fonctionnement	(7 740)	(5 838)
Flux de trésorerie, investissement	<u>(1 745)</u>	<u>7 651</u>
Flux de trésorerie nets	<u><u>\$ (9,485)</u></u>	<u><u>\$ 1,813</u></u>

## 5. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement accumulé	Valeur comptable nette 2007	Valeur comptable nette 2006
Équipement informatique	\$ 228 418	\$ 168 064	\$ 60 354	\$ 9 741

## 6. DEFERRED REVENUE

Deferred revenue represents unspent resources externally restricted for specific purposes and amounts received in the current period that are related to the subsequent period. The balance of deferred revenue is comprised of the following:

	<u>2006</u>	<u>Received</u>	<u>Recognized</u>	<u>2007</u>
	\$	\$	\$	\$
Research projects	84,588	--	4,760	<b>79,828</b>
Membership fees	141,069	143,193	141,069	<b>143,193</b>
Subscriptions	35,086	--	35,086	--
Research conference	3,150	71,320	3,150	<b>71,320</b>
New Professionals program	26,304	44,975	71,279	--
CIDA funds	<u>219,318</u>	<u>16,689</u>	<u>219,318</u>	<u><b>16,689</b></u>
	<u>\$509,515</u>	<u>\$276,177</u>	<u>\$474,662</u>	<u>\$311,030</u>

## 7. GRATUITY PAY LIABILITY

The Institute maintains a non-contributory defined benefit gratuity pay plan for those current employees who began service prior to the commencement of the Institute's pension plan in 1985. The accrued benefits under this plan amounted to \$16,056 at December 31, 2007 (2006-\$16,056). This liability will become payable when those individuals are no longer employed by the Institute.

Since 1985, all employees are members of the Institute's money purchase pension plan and the Institute does not have any liability regarding this service other than the annual contributions to the pension plan. During the year, \$30,404 (2006 - \$30,107) in contributions were made to the pension plan and the expense was included in salaries, wages and benefits.

## 8. INTERNALLY RESTRICTED FUND

The Opportunity Fund is an internally restricted fund established to invest in special projects that support the priorities of the Institute as outlined in its business plan. The Institute's Board of Directors has authorized that 50% of the annual surplus, if any, be transferred to the Opportunity Fund.

## 6. CONTRIBUTIONS REPORTÉES

Les contributions reportées représentent les ressources assujetties à des restrictions externes pour des fins déterminées et les montants reçus au cours de l'exercice se rapportant à l'exercice suivant. Le solde des contributions reportées se présente ainsi :

	<u>2006</u>	<u>Recu</u>	<u>Constaté</u>	<u>2007</u>
	\$	\$	\$	\$
Projets de recherche	84 588	--	4 760	<b>79 828</b>
Droits d'adhésion	141 069	143 193	141 069	<b>143 193</b>
Abonnements	35 086	--	35 086	--
Conférence de recherche	3 150	71 320	3 150	<b>71 320</b>
Programme Nouveaux professionnels Fonds de l'ACDI	26 304 <u>219 318</u>	44 975 <u>16 689</u>	71 279 <u>219 318</u>	-- <u><b>16 689</b></u>
	<u>\$509 515</u>	<u>\$276 177</u>	<u>\$474 662</u>	<u>\$311 030</u>

## 7. PASSIF RELATIF À LA GRATIFICATION À LA CESSATION D'EMPLOI

L'Institut maintient un régime à prestations déterminées non cotisable à l'intention des employés actuels engagés avant l'entrée en vigueur du régime de retraite de l'Institut, en 1985. Les prestations cumulées sous ce régime s'élevaient à 16 056 \$ au 31 décembre 2007 (2006-16,056 \$). Les sommes dues seront payables aux employés admis à ce régime lors de la cessation de leur emploi.

Depuis 1985, tous les employés sont membres du régime de retraite à cotisations déterminées de l'Institut et l'Institut n'a pas d'obligation autre que les contributions annuelles à ce plan. Au cours de l'exercice, 30 404 \$ (2006 - 30 056 \$) en contributions ont été versés dans ce plan et les frais ont été inclus dans les salaires et avantages sociaux.

## 8. FONDS À AFFECTATION INTERNE

Le Fonds d'initiatives est un fonds à affectation interne qui a été établi dans le but d'investir dans des projets spéciaux à l'appui des priorités de l'Institut telles qu'énoncées dans son plan d'activités. Le Conseil d'administration de l'Institut a autorisé que 50 % de l'excédent annuel, s'il en existe un, soit transféré au Fonds d'initiatives.

## 9. CONTRIBUTIONS AND SERVICE AGREEMENTS (GENERAL OPERATIONS)

	2007 <u>Actual</u>	2006 <u>Actual</u>	2007 Budget (Note 15)
Canada	\$ 144,000	\$ 144,000	\$ 144,000
Alberta	30,000	30,000	30,000
British Columbia	--	--	22,500
Manitoba	--	--	--
New Brunswick	6,412	6,412	6,412
Newfoundland & Labrador	5,000	--	5,000
Northwest Territories	--	--	--
Nova Scotia	5,000	5,000	5,000
Nunavut	--	--	--
Ontario	66,500	66,500	66,500
Prince Edward Island	877	877	877
Quebec	30,000	30,000	30,000
Saskatchewan	9,799	9,799	9,799
Yukon	<u>575</u>	<u>575</u>	<u>575</u>
	<u>\$ 298,163</u>	<u>\$ 293,163</u>	<u>\$ 320,663</u>

## 10. RENTAL INCOME

Space is sublet to the Commonwealth Association for Public Administration and Management (CAPAM) for a term ending October 31, 2008. The annual rental received is \$49,809. Subsequent to year end, CAPAM has vacated this space.

## 9. ENTENTES DE CONTRIBUTIONS ET DE SERVICES (ADMINISTRATION GÉNÉRALE)

	2007 <u>Réel</u>	2006 <u>Réel</u>	2007 Budget (Note 15)
Canada	\$ 144 000	\$ 144 000	\$ 144 000
Alberta	30 000	30 000	30 000
Colombie-Britannique	--	--	22 500
Manitoba	--	--	--
Nouveau-Brunswick	6 412	6 412	6 412
Terre-Neuve et Labrador	5 000	--	5 000
Territoires Nord-Ouest	--	--	--
Nouvelle-Écosse	5 000	5 000	5 000
Nunavut	--	--	--
Ontario	66 500	66 500	66 500
Île-du-Prince-Édouard	877	877	877
Québec	30 000	30 000	30 000
Saskatchewan	9 799	9 799	9 799
Yukon	<u>575</u>	<u>575</u>	<u>575</u>
	<u>\$ 298 163</u>	<u>\$ 293 163</u>	<u>\$ 320 663</u>

## 10. REVENU DE LOCATION

Un espace est sous-loué à la Commonwealth Association for Public Administration and Management dont le contrat prend fin le 31 octobre 2008. Le montant annuel du loyer perçu s'élève à 49 809 \$. Subséquent à la fin d'exercice, la CAPAM a quitté l'espace.

## 11. CONTRIBUTIONS FOR INTERNATIONAL PROGRAMS

The cumulative status of contributions pertaining to international fund programs administered by the Institute is as follows:

	<u>Maximum Contract Contribution</u>	<u>Cumulative Amounts Recorded In Income to Dec. 31, 2007</u>	<u>Balance of Contract</u>
	\$	\$	\$
Ghana Central Governance Program	5,977,255	5,443,843	533,412
Deployment for Democratic Development	17,300,000	204,951	17,095,049
Good Governance Program	<u>3,590,377</u>	<u>1,668,763</u>	<u>1,921,614</u>
	<u>\$ 26,867,632</u>	<u>\$ 7,317,557</u>	<u>\$ 19,550,075</u>

## 12. MULTI-YEAR CONTRACTUAL OBLIGATIONS

### LONG TERM LEASE

The Institute is obligated under a lease for its office premises and storage space having a term of 67 months ending October 31, 2008. The minimum annual lease payments total \$88,591 plus the proportionate share of all operating costs, taxes and utilities. Subsequent to year end, the Institute has entered into a new lease agreement for the same space. The term of the lease is 10 years, ending October 31, 2018. The minimum annual lease payments for the first five years total \$94,483 plus the proportionate share of all operating costs, taxes and utilities. For the last five years, the minimum annual lease payments total \$102,656 plus the proportionate share of all operating costs, taxes and utilities.

## 11. CONTRIBUTIONS AUX PROGRAMMES INTERNATIONAUX

L'état cumulatif des contributions relatives au fonds des programmes internationaux se présente comme suit :

	<u>Contribution maximale du contrat</u>	<u>Sommes cumulatives enregistrées au compte des produits au 31 déc. 2007</u>	<u>Solde à reporter</u>
	\$	\$	\$
Programme Gouvernance centrale du Ghana	5 977 255	5 443 843	533 412
Déploiements pour le développement démocratique	17 300 000	204 951	17 095 049
Programme pour une bonne gouvernance	<u>3 590 377</u>	<u>1 668 763</u>	<u>1 921 614</u>
	<u>\$ 26 867 632</u>	<u>\$ 7 317 557</u>	<u>\$ 19 550 075</u>

## 12. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES PLURIANNUELLES

### BAIL À LONG TERME

L'Institut est engagé dans une location à bail de ses bureaux et d'une aire d'entreposage pour une durée de 67 mois se terminant le 31 octobre 2008. Les paiements annuels minimums de location s'élevaient à 88 591 \$, auxquels s'ajoute le partage proportionnel de tous les coûts de fonctionnement, des taxes et des services publics. Subséquemment à la fin d'exercice, l'Institut a signé un nouveau contrat de location pour le même espace. La durée du bail est de 10 ans, se terminant le 31 octobre 2018. Les paiements annuels minimums de location pour les cinq premières années s'élevaient à 94 483 \$, auxquels s'ajoute le partage proportionnel de tous les coûts de fonctionnement, des taxes et des services publics. Pour les cinq dernières années, les paiements annuels minimums de location s'élevaient à 102 656 \$, auxquels s'ajoute le partage proportionnel de tous les coûts de fonctionnement, des taxes et des services publics.

## **PUBLIC POLICY OPTIONS PROGRAM – CHINA (PHASE II)**

The Institute is a 50% participant in a joint venture with the Conference Board of Canada to help the Government of China to better understand the scope and implications of its short and long term policy choices, to support China's market oriented reforms. The total value of the project was originally \$3.8 million, with a term ending June 30, 2004. During 2004, the term of the project was extended to March 31, 2007, with a further \$2.0 million being added to the available funding. Funds are contributed by CIDA and the Conference Board of Canada manages the fund.

## **GHANA CENTRAL GOVERNANCE PROJECT**

The Institute is a 95% participant in a joint venture which has entered into an agreement with CIDA for a term ending October 31, 2006 to assist the Government of Ghana to improve its policy development process; to assist in developing and supporting the implementation of a Human Resource Strategy for policy analysis; and to design, develop, implement and support a Management Information System in support of the policy management process. The total value of the contract as at December 31, 2005 was \$4,293,100. During 2006, two amendments were signed, extending the contract to December 31, 2007 and increasing the value of the contract to \$5,977,255. In December 2007, the contract was extended to April 30, 2008. Subsequent to year end, the contract was extended to June 30, 2008. No changes were made in the value of the contract.

## **GOOD GOVERNANCE PROGRAM**

The Institute has entered into an agreement with CIDA for a term ending October 31, 2009 to foster responsive, democratic governance and an enabling environment for sustainable, economic and environmental development by effective capacity building at the centre of government. The total value of the contract is \$3,590,377.

## **DEPLOYMENT FOR DEMOCRATIC DEVELOPMENT MECHANISM**

The Institute has entered into an agreement with CIDA, for a term ending June 30, 2011 to recruit and deploy Canadian democratic governance expertise in developing countries and countries in transition in Africa, the Americas, Asia, and Europe. The contract has a value of \$17,300,000.

## **PROGRAMME D'OPTIONS POLITIQUES – CHINE (PHASE II)**

L'Institut est un participant à part égale dans une entreprise conjointe avec le Conference Board du Canada, afin d'aider le gouvernement de Chine à mieux comprendre l'ampleur et les répercussions de ces choix politiques à court et à long terme et d'appuyer les réformes orientées vers le marché de la Chine. La valeur totale initiale du projet était de 3.8 millions \$, pour une période se terminant le 30 juin 2004. Au cours de 2004, la durée du projet a été prolongée jusqu'au 31 mars 2007, avec la somme additionnelle de 2 millions \$ ajoutée au fonds initial. L'Agence canadienne .

## **PROJET SUR LA GOUVERNANCE CENTRALE DU GHANA**

L'Institut est un participant à 95 % dans une entreprise conjointe avec l'ACDI pour une période se terminant le 31 octobre 2006. Cette entreprise vise à aider le gouvernement du Ghana à améliorer son processus d'élaboration des politiques; à aider à l'élaboration et l'appui de la mise en œuvre d'une stratégie en matière de ressources humaines en vue de l'analyse des politiques, et à concevoir, élaborer, mettre en œuvre et appuyer un système de gestion de l'information pour soutenir le processus de gestion des politiques. La valeur totale de ce contrat au 31 décembre 2005 était 4 293 100 \$. Au cours de l'exercice de 2006, deux amendements ont été signés, prolongeant le contrat jusqu'au 31 décembre 2007 et augmentant la valeur du contrat à 5 977 255 \$. En décembre 2007, la contrat a été prolongé jusqu'au 30 avril 2008. Subséquemment à la fin d'exercice, le contrat été prolongé jusqu'au 30 juin 2008. Aucun changement a été apporté à la valeur du contrat.

## **PROGRAMME POUR UNE BONNE GOUVERNANCE**

L'Institut a participé à une entente avec l'ACDI pour une période se terminant le 31 octobre 2009 afin d'encourager une gouvernance démocratique, réceptive et un milieu favorable au développement économique et environnemental durable par le truchement du renforcement efficace des capacités au centre du gouvernement. La valeur totale du contrat est 3 590 377 \$.

## **MÉCANISME DE DÉPLOIEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DÉMOCRATIQUE**

Suivant la fin de l'exercice, l'Institut a participé à une entente avec l'ACDI pour une période se terminant le 30 juin 2011 afin de recruter et déployer l'expertise canadienne en gouvernance démocratique dans les pays en développement et les pays en transition en Afrique, dans les Amériques, en Asie et en Europe. Le contrat représente une valeur de 17 300 000 \$.

## **ONTARIO HEALTH TRANSFORMATION PROJECT**

Subsequent to year end, the Institute has entered into an agreement with the Province of Ontario, for a term ending December 31, 2011 to assist three Ontario hospitals and two Ontario Community Care Access Centres to transform themselves into more efficient, patient-centred organizations. The case histories of these successful transformations will be used to create a learning process and enable the sector to learn from each other. The total value of the contract is \$4,629,325.

### **13. CONTINGENT LIABILITIES**

#### **IRREVOCABLE LETTERS OF CREDIT**

The Institute is contingently liable for Irrevocable Letters of Credit issued by its banker to secure advances from CIDA. At December 31, 2007, these Letters of Credit amounted to \$550,000 (2006 - \$550,000). These Letters of Credit are supported by guarantees from the Export Development Corporation of Canada, in the amount of \$550,000. Subsequent to year end, the amount of these letters of credit has been increased to \$1,450,000.

### **14. OPERATION OF REGIONAL GROUPS**

The financial statements of the Institute do not include any assets, liabilities, revenues or expenses of any regional groups of the Institute.

### **15. BUDGET FIGURES**

The budget figures shown in these financial statements are presented for comparative purposes with no audit opinion expressed. The amounts are as approved by the Board of Directors.

## **PROJET DE TRANSFORMATION DU SYSTÈME DE SANTÉ EN ONTARIO**

Subséquente à la fin d'exercice, l'Institut a convenu d'une entente avec la Province de l'Ontario, pour une période se terminant le 31 décembre 2011 afin de venir en aide à trois hôpitaux et deux Centres d'accès aux soins communautaires de l'Ontario pour qu'ils se transforment en des organismes plus efficaces et attentifs aux besoins des patients. Les cas concrets de ces transformations fructueuses seront utilisés pour créer un processus d'apprentissage et permettre au secteur de tirer des enseignements des uns et des autres. Le contrat représente une valeur de 4 629 325 \$.

### **13. PASSIFS ÉVENTUELS**

#### **LETTRES DE CRÉDIT IRRÉVOCABLES**

L'Institut est éventuellement responsable des lettres de crédit émises par sa banque pour garantir les avances de l'Agence canadienne de développement international. Au 31 décembre 2007, le montant de ces lettres de crédit s'élevait à 550 000 \$. Elles sont appuyées par des garanties de la Société pour l'expansion des exportations du Canada, d'un montant de 550 000 \$. Subséquente à la fin d'exercice, le montant de ces lettres de crédit a été augmenté à 1 450 000 \$.

### **14. FONCTIONNEMENT DES GROUPES RÉGIONAUX**

Les états financiers de l'Institut ne comprennent pas les éléments d'actif ou de passif, les produits ou les charges de ses groupes régionaux.

### **15. CHIFFRES FIGURANT AU BUDGET**

Dans les présents états financiers, les chiffres qui apparaissent au budget sont présentés à des fins de comparaison, sans émission d'une opinion par les vérificateurs. Ces sommes correspondent à celles que le Conseil d'administration a approuvées.